

**Le bilan  
économique  
2012**





## Une année de stagnation

Après un premier semestre 2011 encourageant, la situation économique s'est dégradée au second semestre, même si l'activité a globalement progressé de + 1,7 % (données cvs-cjo).

En 2012, l'activité est restée stationnaire en France souffrant du ralentissement mondial, et plus particulièrement de la faiblesse de la demande intérieure dans la zone Euro induite par la diffusion de la crise des dettes souveraines et d'un coup de frein dans les économies émergentes.

L'emploi en Rhône-Alpes affiche des évolutions contrastées : l'emploi salarié privé enregistre un léger fléchissement, principalement impacté par le repli de l'intérim (- 11,1 %). Hors intérim, on enregistre, en revanche, une légère hausse. Dans ce contexte, le nombre des demandeurs d'emploi a fortement progressé, à un rythme nettement plus élevé qu'en 2011, touchant plus fortement les jeunes et les seniors. Le chômage de longue durée s'est intensifié.

Cette morosité a touché le secteur de la construction dont les indicateurs traduisent une baisse de l'activité liée à une demande atone. L'activité dans le secteur du tourisme résiste bien.

Le Bilan Économique établit le bilan de la région Rhône-Alpes pour cette année où l'économie s'est placée sous le signe de l'inertie ; elle permettra également au lecteur de trouver les principaux points de comparaison avec les années précédentes.

Destiné à tous les acteurs et observateurs de la région, je forme le vœu que ce bilan participe utilement à l'éclairage des décisions publiques, dans une période marquée par l'incertitude et les difficultés de la prévision économique. Coordonné et réalisé par l'Insee, il s'appuie sur des contributions de plusieurs services de l'État, de la Cera et de la Banque de France.

Que chaque contributeur à cet édifice commun soit ici vivement remercié.

Pascal Oger  
Directeur régional de l'Insee Rhône-Alpes



# Sommaire

---

<b>Contexte national et international</b>	<b>Le PIB stagne, le pouvoir d'achat recule</b>	<b>7</b>
<b>Synthèse régionale</b>	<b>Une année de stagnation</b> T. Geay - Insee Rhône-Alpes	<b>9</b>
<b>Emploi</b>	<b>Très léger recul de l'emploi salarié privé</b> P-J. Chambard - Insee Rhône-Alpes	<b>11</b>
<b>Chômage et</b>	<b>Toujours inférieur à la moyenne nationale, le chômage poursuit une hausse rapide</b> J-M. Dupont, C. Jakse - Direccte Rhône-Alpes	<b>14</b>
<b>Politique d'emploi</b>	<b>Une politique de l'emploi axée prioritairement sur les jeunes</b> M. Tavernet, C. Jakse - Direccte Rhône-Alpes	<b>16</b>
<b>Démographie d'entreprises</b>	<b>Plus d'auto-entreprises, moins de sociétés</b> A. Rebatet - Insee Rhône-Alpes	<b>18</b>
<b>Construction</b>	<b>Multiplication des signes de dérèglement de l'activité</b> L. Herbeaux - Cera - Observatoire régional du BTP Y. Pothier - Dreal Rhône-Alpes	<b>21</b>
<b>Transports</b>	<b>Une activité peu dynamique pour les marchandises</b> Y. Pothier - Dreal Rhône-Alpes	<b>23</b>
<b>Tourisme</b>	<b>L'année 2012 sauvée par les campings l'été et par les hôtels l'hiver</b> M. Bel - Insee Rhône-Alpes	<b>26</b>

<b>Commerce extérieur</b>	<b>Nette amélioration en 2012 mais incertitude pour 2013</b>	<b>29</b>
	M. Hermitte, J. Mercier - Direccte Rhône-Alpes	
<b>Comptes des entreprises</b>	<b>L'économie rhônalpine n'a pas échappé au ralentissement économique mondial</b>	<b>31</b>
	C. Traversaz, Y. Viatte - Direction des Affaires Régionales - Banque de France	
<b>Crédit</b>	<b>Le total des encours de crédit continue de progresser</b>	<b>33</b>
	C. Traversaz, Y. Viatte - Direction des Affaires Régionales - Banque de France	
<b>Agriculture</b>	<b>Des prix agricoles élevés, sauf pour le lait ; mais des charges trop lourdes</b>	<b>35</b>
	Pôle conjoncture Sersip - Draaf Rhône-Alpes	

## Le PIB stagne, le pouvoir d'achat recule

### Ralentissement de l'activité mondiale

En 2012, l'activité mondiale a ralenti, sous l'effet de la diffusion de la crise des dettes souveraines en Europe et d'un coup de frein dans les économies émergentes. En effet, face à la progression de l'inflation, les autorités des pays émergents ont resserré leurs politiques monétaires et budgétaires. Les économies européennes ont, quant à elles, pâti à partir de la mi-2011 à la fois du durcissement des conditions des crédits nées des tensions financières et de l'intensification des mesures de consolidation budgétaire. Aux États-Unis, en revanche, la croissance s'est maintenue autour de 2 % en 2012, soutenue par une demande intérieure privée robuste et une politique monétaire très active.

### En France, le PIB stagne

En France, l'activité a stagné en 2012 (+ 0,0 %, données cvs-cjo) alors qu'elle avait progressé en 2011 (+ 2,0 %, données cvs-cjo).

La demande extérieure adressée à la France a en effet pâti du ralentissement mondial, et particulièrement de la faiblesse de la demande intérieure dans la zone Euro. Les exportations de biens et services ont dès lors marqué le pas en 2012 (+ 2,4 % après + 5,4 % en 2011). La contribution du commerce extérieur à l'activité a toutefois été nettement positive (+ 1,0 point) car le ralentissement des importations a été encore plus marqué (- 1,1 % après + 5,1 % en 2011). Ce ralentissement des achats à l'étranger reflète notamment le très fort mouvement de déstockage observé en 2012 (- 0,9 point de contribution à l'activité). En outre, la demande intérieure a reculé en France en 2012 (- 0,9 %).

Après deux années de croissance, la formation brute de capital fixe (FBCF) a fléchi en 2012 (1,2 %). Les entreprises non financières ont, en particulier, réduit leurs investissements en construction (- 2,1 %) et en matériel

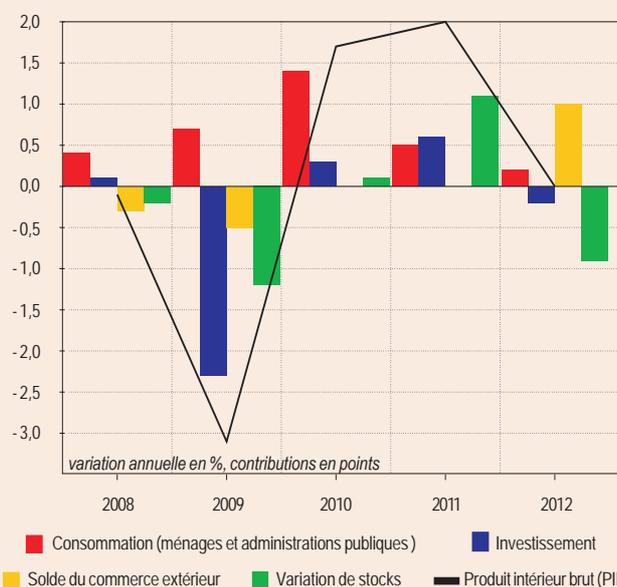
de transport (- 11,0 %). Les ménages (- 0,3 %) ainsi que les administrations publiques (- 0,5 %) ont également freiné leurs investissements.

### Le pouvoir d'achat des ménages se replie fortement

La consommation des ménages a baissé en 2012 (- 0,4 %, après + 0,5 % en 2011) : il s'agit de la première baisse de la consommation observée depuis 1993. Parmi les biens manufacturés, les dépenses en biens d'équipement, généralement les plus dynamiques, ralentissent en 2012 (+ 4,2 % après + 6,8 %). Tous les autres postes stagnent ou reculent, avec en particulier une baisse marquée des

### Contribution positive du commerce extérieur à l'activité en 2012

Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



Source : Insee, comptes nationaux, base 2005

achats automobiles. En lien avec la faible augmentation du revenu disponible brut des ménages (+ 0,9 % en valeur après + 2,7 % en 2011), le pouvoir d'achat des ménages se replie fortement (- 0,9 % en 2012 après + 0,7 %). Compte-tenu de la croissance de la population, le pouvoir d'achat au niveau individuel se replie de 1,5 % : c'est la plus forte baisse depuis 1984. Les ménages ont néanmoins quelque peu atténué les conséquences de ce repli sur leurs dépenses de consommation en réduisant leur taux d'épargne (- 0,4 point) qui s'établit ainsi à 15,6 % en 2012.

### De nombreuses pertes d'emplois en 2012

Avec la faiblesse de l'activité et le retour des gains de productivité vers leur rythme d'avant-crise, les pertes d'emplois marchands ont été importantes en 2012 (- 99 000 sur l'année), en particulier au second semestre. La baisse de l'emploi total a été toutefois un peu plus faible, du fait d'une augmentation du nombre d'emplois aidés dans le secteur non marchand. Le taux de chômage a atteint 10,6 % au quatrième trimestre 2012 (10,2 % en France métropolitaine) en progression de 0,8 point sur l'année. ■

Le PIB et les opérations sur biens et services					
	Évolution en volume aux prix de l'année précédente en %			2012	
	2010	2011	2012	En milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	1,7	2,0	0,0	2 032,3	0,0
Importations	8,9	5,1	-1,1	602,6	0,3
<b>Total des emplois finals</b>	3,2	2,7	-0,2	2 634,9	-0,3
Consommation effective des ménages, dont : <i>dépense de consommation des ménages</i>	1,6	0,8	0,0	1 500,6	0,0
<i>individualisable des administrations</i>	1,5	0,5	-0,4	1 129,8	-0,2
Consommation collective des administrations publiques	1,7	1,5	1,4	328,3	0,2
Formation brute de capital fixe, dont :	2,0	-1,5	1,5	174,4	0,1
<i>entreprises non financières</i>	1,4	2,9	-1,2	401,8	-0,2
<i>ménages</i>	6,6	3,1	-2,1	208,4	-0,2
<i>administrations publiques</i>	-0,4	2,4	-0,3	110,5	0,0
Variation de stocks (contribution à la croissance)	-8,1	0,2	-0,5	63,7	0,0
Exportations	0,1	1,1	-0,9	///	-0,9
	9,5	5,4	2,4	557,6	0,6

Source : Insee, comptes nationaux, base 2005

## Une année de stagnation

L'Insee Rhône-Alpes publie, chaque trimestre, une note de conjoncture informant sur les évolutions de la conjoncture économique. Pour 2012, ces notes ont eu, chronologiquement, pour titre : "La zone euro sous tension", "À l'arrêt", "Toujours pas d'élan" et enfin "Éclaircie mondiale, l'Europe encore dans l'ombre". Ces titres traduisent parfaitement la réalité d'une année 2012 morose, avec un nombre de demandeurs d'emploi en augmentation et certains secteurs d'activité, comme la construction, en difficulté.

Si l'emploi salarié privé a connu, en Rhône-Alpes, deux années de progression après la crise de 2009, il connaît des évolutions plus contrastées en 2012. **La région perd, au total, 2 900 salariés.** Hors intérim, le tertiaire privé essentiellement marchand reste dynamique et gagne 8 100 emplois, et l'emploi se maintient dans la construction (600 emplois supplémentaires, soit + 0,4 %). Il s'oriente en revanche à la baisse dans l'industrie, avec la perte de près de 4 100 salariés correspondant à un repli de - 1,0 %, comparable à celui enregistré au niveau national (- 0,9 %). Fait majeur de cette année 2012, **le recul de l'intérim, déjà important en 2011, s'amplifie** : le secteur perd 7 600 emplois, soit une baisse de - 11,1 %, similaire, là aussi, à l'évolution constatée au niveau national (- 10,7 %).

Plus localement, le nombre de salariés augmente dans trois départements de la région. Le Rhône (+ 0,5 %), la Savoie (+ 0,5 %) et la Haute-Savoie (+ 0,1 %). En revanche, dans les cinq autres départements, le nombre de salariés diminue.

Après une année de baisse, **les créations d'entreprises repartent légèrement à la hausse en 2012.** 56 900 entreprises sont créées en Rhône-Alpes, soit une hausse de + 1 % par rapport à 2011. 30 600 le sont sous le statut d'auto-entrepreneur. En revanche, le nombre de nouvelles sociétés diminue. Tous statuts confondus, presque un tiers des nouvelles entreprises se créent dans le Rhône.

Dans le même temps, 6 300 entreprises ont cessé leur activité, soit une hausse de 5 % par rapport à 2011. Excepté l'Ardèche (- 9 %) et la Haute-Savoie (- 8 %), tous les départements de la région enregistrent une hausse du nombre de défaillances. Cette augmentation varie de + 3 % dans le Rhône à + 14 % dans l'Isère.

Dans ce contexte économique terne, **le nombre des demandeurs d'emploi a fortement progressé**, à un

rythme nettement plus élevé qu'en 2011. Ainsi, comme à l'échelon national, le taux de chômage régional a progressé de 0,8 point, atteignant 9,2 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2012 contre 10,2 % au niveau national. Malgré cette hausse, Rhône-Alpes reste au quatrième rang des régions françaises présentant le taux de chômage le moins élevé.

L'évolution du nombre de demandeurs d'emploi reflète également ce mouvement d'aggravation. En fin d'année 2012, le nombre total de personnes tenues de rechercher un emploi (catégories A, B et C) s'établissait à 429 300, soit 39 000 de plus qu'en fin d'année 2011. Parmi elles, 291 500 n'exerçaient aucune activité professionnelle (catégorie A). Cette hausse est plus accentuée qu'à l'échelon national (+ 10 % contre + 8,8 %) et d'ampleur presque deux fois plus élevée qu'en 2011 (+ 5,7 %).

Cette année encore, les seniors forment la catégorie la plus touchée par la hausse du chômage (+ 15,9 %). Le chômage des jeunes s'est également intensifié (+ 11,1 %), plus fortement encore chez les hommes.

Pour faire face à ces difficultés croissantes, l'accent a été mis sur les contrats en alternance et plus particulièrement l'apprentissage. En Rhône-Alpes, 28 000 contrats d'apprentissage et 18 400 contrats de professionnalisation ont été signés. L'accompagnement personnalisé des jeunes a également été maintenu. En Rhône-Alpes, 11 860 CIVIS ont été contractualisés en 2012. Ces mesures de soutien à l'emploi des jeunes ont été renforcées par deux nouveaux dispositifs, les Emplois d'Avenir (EA) et le Contrat de Génération (CG), et les Contrats Uniques d'Insertion (CUI) ont fait l'objet d'enveloppes supplémentaires en fin d'année. En Rhône-Alpes, plus de 33 000 CUI non marchands et plus de 5 000 CUI marchands ont été signés. Le recours au chômage partiel a également augmenté par rapport à 2011, reflétant la persistance des difficultés des entreprises rhônalpines.

\*\*\*\*\*

Après une année 2011 plutôt favorable, **la plupart des indicateurs d'activité de la construction se sont effondrés en 2012.** La construction neuve de logements s'est inscrite à la baisse. C'est au niveau des mises en chantier que le repli a été le plus sensible, atteignant - 20,5 % pour un volume global de 40 900 logements commencés seulement. Les autorisations ont mieux résisté bien qu'en diminution de - 4,4 % par rapport à 2011. Les

ventes de logements neufs à destination des particuliers sont restées très peu dynamiques durant toute l'année. Avec la baisse des réservations, les promoteurs ont diminué le rythme des mises sur le marché de nouveaux programmes. 18 100 logements ont été ouverts à la vente en 2012, en repli de - 14,5 % par rapport à 2011. Mécaniquement, le stock de logements disponibles a continué à progresser. 14 700 logements étaient proposés dans les catalogues des promoteurs fin 2012 en Rhône-Alpes, soit 20,4 % de plus que fin 2011. Les ventes pour investissement locatif, se sont inscrites en net repli, avec deux fois moins de réservations qu'en 2011 (- 41,3 %).

Pour les ménages achetant dans le but de se loger, le nombre d'acheteurs potentiels s'est réduit. 10 700 logements neufs ont été acquis par de futurs propriétaires occupants, soit une baisse de - 12,1 % par rapport à 2011.

L'immobilier d'entreprise et l'entretien rénovation n'ont pas fait preuve de plus de dynamisme. En revanche, dans les travaux publics, l'activité est restée relativement stable, portée par les travaux d'entretien des infrastructures de transport.

**Le transport** de marchandises par la route a progressé en tonnage, mais sur de plus courtes distances que par le passé. Ce sont les tonnages internes à la région qui ont le plus progressé. Sur voie d'eau, l'activité s'est compressée traduisant un retour à la normale après les événements ponctuels intervenus en 2011. Concernant le transport des personnes, le fer a poursuivi son développement avec l'augmentation du trafic TER. Les transports aériens ont peu progressé à l'exception du "low cost" qui atteint près de 22 % du nombre total de passagers transportés. Les immatriculations de véhicules se sont contractées : on enregistre une baisse proche de - 9 % pour les véhicules utilitaires légers et de près de - 15 % pour les voitures neuves. Ce dernier marché est ainsi revenu en 2012 à un niveau d'activité légèrement inférieur à celui des années 2008 et antérieures. Par rapport à 2011, seules les immatriculations des véhicules les moins polluants ont progressé.

**Des conditions climatiques particulières ont affecté la production agricole en 2012.** Épisode de froid exceptionnel en février, pluies importantes au printemps et en juillet, orages et grêle au cœur de l'été affectent diversement les différentes productions agricoles. Ainsi, cette année 2012 est plutôt favorable aux grandes cultures

avec des rendements et des cours élevés. En revanche, les viticulteurs subissent une baisse historique du volume des récoltes ; les prix des vins augmentent. La récolte fruitière est dans l'ensemble faible et entraîne également une forte hausse des cours. La production laitière est confrontée à la réduction des volumes et à un prix du lait insuffisant pour couvrir la flambée des coûts de l'alimentation. De même, la production de viande est faible, tirant les cours vers le haut. Cette bonne tenue des cours est cependant atténuée par l'augmentation significative du prix des aliments pour animaux.

**Dans le domaine du tourisme, l'activité s'est montrée plutôt à son avantage.** Elle augmente assez significativement dans les campings (+ 2,9 %) et se maintient dans l'hôtellerie (+ 0,2 %). La clientèle étrangère, venue en plus grand nombre, profite aussi bien aux campings qu'aux hôtels, mais permet surtout de limiter la baisse de la fréquentation dans les hôtels. L'année 2012 se caractérise par une très bonne saison d'été en camping, morose en hôtellerie, et une saison d'hiver plutôt bénéfique à l'hôtellerie, quel que soit le lieu en Rhône-Alpes. Une confirmation : les campeurs choisissent de plus en plus fréquemment des campings offrant des emplacements équipés : la fréquentation y a augmenté de 54 % en 6 ans ; parallèlement, l'offre a suivi, avec une hausse de 38 %. Ces emplacements représentent dorénavant un cinquième de l'offre et plus du tiers de la fréquentation.

\*\*\*\*\*

Avec des exportations à un niveau historiquement élevé en valeur (48 milliards d'euros soit + 0,3 % par rapport à 2011) et une diminution de 4 % des importations à 46,1 milliards d'euros, les chiffres du commerce extérieur de la région Rhône-Alpes pour l'année 2012 laissent apparaître un solde de la balance commerciale qui retrouve son niveau de 2009 et 2010. ■

Thierry Geay  
Insee Rhône-Alpes

## Très léger recul de l'emploi salarié privé

**À l'issue de la crise de 2009, l'emploi salarié privé a connu, en Rhône-Alpes, deux années de progression ; ses évolutions sont plus contrastées en 2012. Si le tertiaire marchand hors intérim reste dynamique, et si l'emploi se maintient dans la construction, il s'oriente à la baisse dans l'industrie. Le repli de l'intérim s'intensifie. Au total, la région perd 2 900 salariés.**

L'emploi salarié privé, après une progression annuelle de plus en plus forte entre 2005 et 2007, est entré en crise début 2008. Pendant près de deux ans, le rythme des destructions d'emploi a été soutenu. Puis l'emploi régional a renoué avec la croissance. Celle-ci, portée par l'intérim en 2010, était plutôt le fait de l'emploi non intérimaire en 2011. En 2012, en raison d'un recul important de l'intérim, l'emploi salarié privé total régresse très légèrement dans la région. Le fléchissement atteint - 0,2 %, soit 2 900 emplois perdus. Hors intérim, la région parvient cependant à préserver ses emplois, avec une hausse annuelle de + 0,3 %, soit 4 600 salariés supplémentaires. Malgré les gains des trois dernières années, le niveau de l'emploi régional reste légèrement inférieur à celui d'avant-crise.

Cette année encore, l'emploi se maintient mieux en Rhône-Alpes que dans l'ensemble du pays, où le nombre de

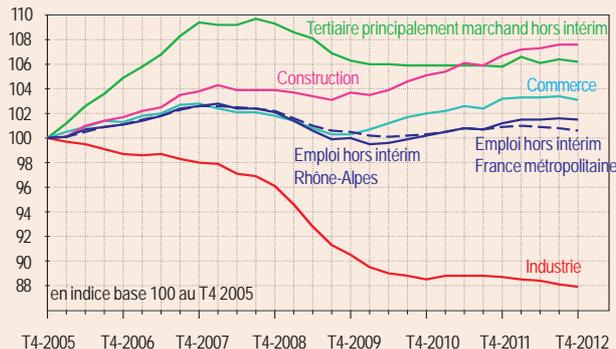
salariés régresse de - 0,6 % au total, et de - 0,2 % si l'on exclut l'emploi intérimaire. Rhône-Alpes, deuxième région de France pour le nombre d'emploi avec plus d'un salarié français sur dix, fait partie des cinq régions où l'emploi se maintient le mieux.

**Les évolutions départementales sont contrastées.** Le Rhône, qui concentre 35 % de l'emploi régional, gagne 2 900 salariés (+ 0,5 %). Le nombre de salariés augmente également en Savoie (+ 0,5 %, soit 500 salariés supplémentaires) et en Haute-Savoie (+ 0,1 %). En revanche, dans tous les autres départements, le nombre de salariés diminue. Les pertes d'emploi, de l'ordre de - 0,5 % dans la Drôme ou la Loire, sont proches de - 1 % dans l'Ain et l'Isère, et atteignent - 1,4 % en Ardèche.

**L'industrie perd près de 4 100 salariés, soit une baisse de - 1,0 %, comparable à celle enregistrée au niveau national (- 0,9 %).** Alors qu'en 2011, l'emploi industriel

### Le tertiaire reste le moteur de l'emploi régional

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands dans la région Rhône-Alpes



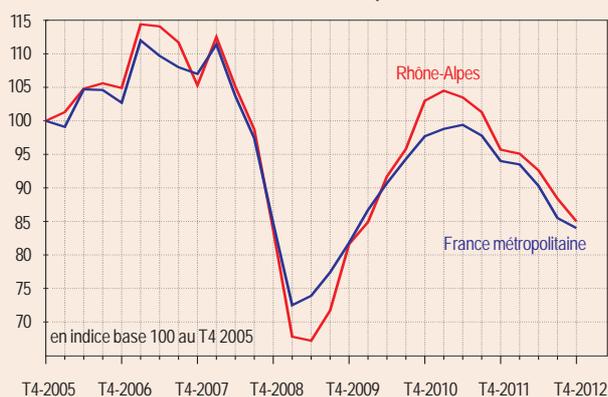
Note : données CVS.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi

### Forte baisse de l'intérim en 2012

Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire



Note : données CVS.

Champ : emploi intérimaire en fin de trimestre.

Source : Insee, estimations d'emploi

était orienté à la hausse pour la première fois en dix ans, il enregistre des pertes tout au long de l'année 2012. Celles-ci sont toutefois plus modérées que les destructions d'emploi massives souvent enregistrées au cours de la dernière décennie. Aujourd'hui, 26 % des salariés rhônalpins travaillent dans l'industrie, hors intérimaires, contre 22 % au niveau national, et Rhône-Alpes reste la deuxième région industrielle de France en nombre d'emplois.

La métallurgie, la plasturgie, le textile, les industries chimiques et du papier emploient la moitié des salariés rhônalpins de l'industrie. Ces secteurs, qui avaient globalement conservé leurs emplois en 2011, perdent 3 500 salariés cette année (- 1,6 %). La fabrication d'équipements électriques, électroniques et informatiques, perd 700 emplois (- 0,8 %), et la fabrication de matériels de transports 500 (- 1,8 %). L'alimentaire ne perd quasiment pas de salariés. Pour la deuxième année consécutive, les secteurs de la cokéfaction et du raffinage, des industries extractives, de l'énergie, de l'eau, de la gestion des déchets et de la dépollution enregistrent ensemble une hausse de plus de 600 salariés (+ 1,6 %). Ce sont les seuls secteurs industriels à compter davantage d'emplois qu'avant la crise.

**Des gains d'emploi dans le Rhône et dans les deux savoie**

**Emploi salarié par département et par secteur** en %

	Emploi salarié au T4 2012 en milliers	Glissement annuel					Total
		Industrie	Construction	Tertiaire marchand	dont Commerce	dont Intérim	
Ain	129,5	-1,0	-0,7	-0,9	0,7	-17,7	-0,9
Ardèche	52,0	-1,7	-1,4	-1,2	-1,0	-14,7	-1,4
Drôme	124,5	0,0	0,6	-1,0	-1,8	-14,3	-0,5
Isère	300,5	-1,9	-1,4	-0,5	-0,1	-6,9	-1,0
Loire	165,3	-1,2	1,1	-0,6	-0,7	-11,0	-0,6
Rhône	573,3	-0,4	1,1	0,7	-0,2	-7,8	0,5
Savoie	114,2	-0,7	1,4	0,6	0,7	-12,6	0,5
Haute-Savoie	179,6	-1,0	1,2	0,5	0,6	-17,9	0,1
<b>Rhône-Alpes</b>	<b>1 639,0</b>	<b>-1,0</b>	<b>0,4</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,2</b>	<b>-11,1</b>	<b>-0,2</b>

*Note : données CVS.  
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.*

Source : Insee, estimations d'emploi

Le plus fort recul de l'emploi industriel affecte l'Isère (1 600 emplois en moins, - 1,9 %), et la Loire (600 emplois perdus, - 1,2 %). La Drôme maintient ses effectifs, et les pertes s'échelonnent de 100 à 500 salariés dans les autres départements.

**La construction enregistre une progression très modérée de 600 emplois, soit + 0,4 %.** Le secteur, qui emploie un salarié rhônalpin sur dix hors intérimaires, n'a pas retrouvé les très fortes hausses d'emploi de la décennie précédant la crise. L'emploi du secteur est cependant mieux orienté dans la région qu'au niveau national.

Le Rhône gagne 500 emplois, les départements savoyards et la Loire 200, l'Isère en perd 400. Le nombre de salariés de la construction ne varie quasiment pas dans les autres départements rhônalpins.

**Le tertiaire privé essentiellement marchand gagne, hors intérim, 8 100 emplois en 2012, soit une progression de + 0,8 %, plus forte qu'au niveau national (+ 0,1 %), mais inférieure de moitié à celle des deux années précédentes.** Le secteur, qui a gagné des emplois tout au long de la dernière décennie, et connu des pertes limitées durant la crise de 2009, compte aujourd'hui plus de salariés qu'avant celle-ci. Il emploie désormais près de deux salariés rhônalpins sur trois.

Après deux années de forte progression, le commerce connaît un léger fléchissement (- 0,2 %, soit une perte de 500 emplois). Les services hors intérim, au contraire, progressent de + 1,2 %, soit 8 600 salariés supplémentaires. Ce sont les activités scientifiques et techniques et les services administratifs et de soutien qui créent le plus d'emploi : 3 600 au total (+ 1,6 %). L'emploi progresse également dans les secteurs de l'information et de la communication (+ 2,7 %), de l'hébergement et de la restauration (+ 2,0 %), ainsi que pour les activités financières et d'assurance (+ 2,1 %). Chacun de ces

**L'emploi résiste mieux dans la région qu'au niveau national**

**Emploi salarié des secteurs principalement marchands** en %

Secteur d'activité - NAF rév. 2, 2008	Emploi salarié au T4 2012 en milliers	Glissement annuel		Glissement annuel moyen sur 5 ans <sup>1</sup>	
		Rhône-Alpes	Rhône-Alpes	Rhône-Alpes	France métropolitaine
<b>Industrie</b>	<b>413,2</b>	<b>-1,0</b>	<b>-0,9</b>	<b>-2,2</b>	<b>-2,1</b>
Industrie agro-alimentaire	47,1	-0,2	-0,9	-0,2	-0,8
Cokéfaction et raffinage	42,9	1,6	1,2	1,0	0,4
Biens d'équipement	82,8	-0,8	-0,8	-2,5	-2,8
Matériels de transport	24,7	-1,8	0,3	-3,1	-1,9
Autres branches industrielles	215,7	-1,6	-1,8	-2,9	-3,0
<b>Construction</b>	<b>155,9</b>	<b>0,4</b>	<b>-1,0</b>	<b>-0,6</b>	<b>-1,0</b>
<b>Tertiaire marchand</b>	<b>1 069,9</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,0</b>
Commerce	306,7	-0,2	-0,7	0,0	-0,3
Transports	135,5	-0,7	-0,4	-0,1	-0,3
Hébergement - restauration	103,5	2,0	0,6	1,5	0,8
Information - communication	57,8	2,7	0,3	1,4	0,6
Services financiers	70,1	2,1	0,6	1,0	0,3
Services immobiliers	23,6	-2,0	-1,3	-0,8	-1,1
Services aux entreprises	235,7	1,6	1,1	1,5	1,1
Services aux ménages	76,6	1,8	-0,8	1,3	0,5
Intérim	60,5	-11,1	-10,7	-4,2	-4,7
<b>Total</b>	<b>1 639,0</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,6</b>

*Note : données CVS.  
<sup>1</sup> glissement annuel qu'aurait connu l'emploi salarié du secteur, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.  
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.*

Source : Insee, estimations d'emploi

secteurs gagne quelque 1 500 salariés. Seuls deux secteurs d'activité qui avaient enregistré des gains d'emploi modérés l'année dernière, en perdent cette année : de l'ordre de 900 pour les transports (- 0,7 %), et de 500 pour l'immobilier (- 2,0 %).

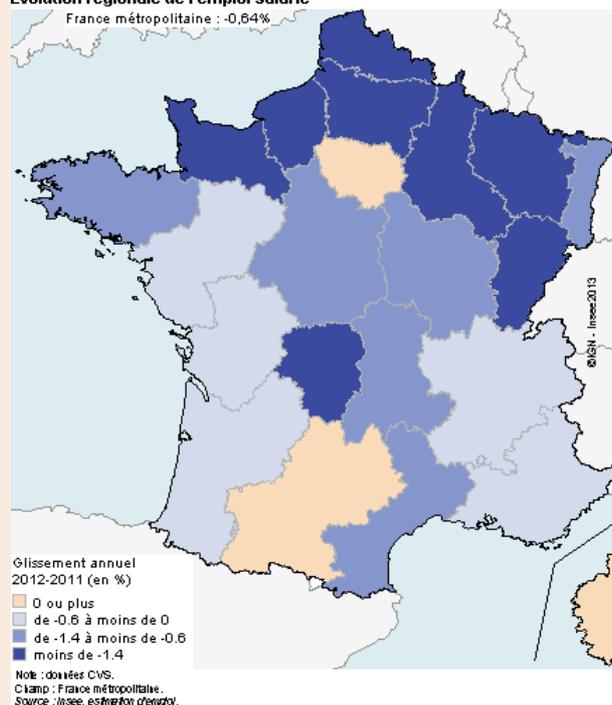
La Haute-Savoie est le département où la hausse de l'emploi tertiaire est la plus marquée (+ 1,7 %). La progression est sensible également, de + 1,0 à + 1,3 %, dans l'Ain, le Rhône et la Savoie. Dans les autres départements rhônalpins, les évolutions (gains ou pertes) sont inférieures à + ou - 0,2 %.

**Le repli de l'intérim, déjà important en 2011, s'amplifie en 2012 : le secteur perd 7 600 emplois, soit une baisse de - 11,1 %, comparable à celle enregistrée au niveau national (- 10,7 %).** Les pertes, plus sévères au second semestre, affectent différemment les départements rhônalpins : l'Ain et la Haute-Savoie sont les plus touchés, avec des pertes de 18 %, soit 1 300 emplois perdus. Le recours à l'intérim est également en forte régression, de 11 à 15 %, dans la Drôme, l'Ardèche, la Savoie et la Loire. Le nombre d'intérimaires connaît un fléchissement moindre, de 7 à 8 %, dans le Rhône et l'Isère. ■

Pierre-Jean Chambard  
Insee Rhône-Alpes

### L'emploi total résiste plutôt bien en Rhône-Alpes

#### Évolution régionale de l'emploi salarié



### Pour comprendre les résultats

#### Emploi salarié du secteur privé

Le champ couvert est celui de l'emploi du secteur concurrentiel privé, hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale.

Pour les années 2010 et antérieures, les estimations annuelles sont issues de la source ESTEL (Estimations d'emploi localisé) et élaborées à partir des Déclarations Annuelles de Données Sociales (DADS) et les taux d'évolution infra-annuels se basent sur les indices trimestriels d'Épure (données Urssaf exploitées par l'Insee).

À partir de 2011, les taux d'évolution se basent sur les indices trimestriels d'Épure appliqués à l'estimation annuelle 2010.

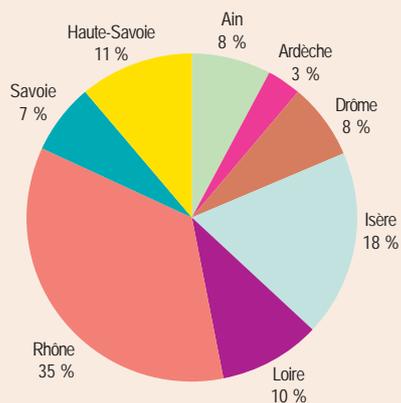
Les séries sont corrigées des variations saisonnières (CVS).

### Pour en savoir plus

- Site internet : [www.insee.fr](http://www.insee.fr) thème Travail - Emploi.

### Le Rhône et l'Isère représentent plus d'un emploi sur deux

#### L'emploi (hors intérim) en Rhône-Alpes en 2012, par département



Source : Insee, estimations d'emploi

## Toujours inférieur à la moyenne nationale, le chômage poursuit une hausse rapide

**Dans un contexte économique atone, le nombre des demandeurs d'emploi a fortement progressé en 2012 dans la région Rhône-Alpes, à un rythme nettement plus élevé qu'en 2011. En cette période de crise, les chômeurs ont été confrontés à d'importantes difficultés pour s'insérer dans le monde du travail ou retrouver un emploi. Cette situation a entraîné une forte aggravation du chômage de longue durée qui a pesé lourdement sur l'évolution d'ensemble du nombre de demandeurs d'emploi.**

Comme à l'échelon national, le taux de chômage régional a progressé de 0,8 point au cours de l'année 2012, atteignant 9,2 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2012 contre 10,2 % au niveau national. Malgré cette hausse, Rhône-Alpes reste au quatrième rang des régions françaises présentant le taux de chômage le moins élevé, derrière les Pays de la Loire, la Bretagne et l'Île-de-France.

Le taux de chômage a progressé dans l'ensemble de la région, et plus particulièrement dans la Drôme (+ 1,1 %), l'Ardèche et la Loire (+ 1,0 %), départements où les niveaux de chômage sont traditionnellement les plus élevés.

**L'évolution du nombre de demandeurs d'emploi reflète également ce mouvement d'aggravation.** En fin d'année 2012, le nombre total de personnes tenues de rechercher un emploi (catégories A, B et C) s'établissait à 429 300, soit 39 000 de plus qu'en fin d'année 2011. Cette hausse, qui intervient pour la cinquième année consécutive, est plus accentuée qu'à l'échelon national

(+ 10 % contre + 8,8 %) et d'ampleur presque deux fois plus élevée qu'en 2011 (+ 5,7 %).

En fin d'année 2012, parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégories A, B et C, les deux tiers (291 500) n'exerçaient aucune activité professionnelle (catégorie A). En un an, leur effectif s'est accru de + 11,3 % (soit 29 600 personnes) contre une augmentation de + 10 % en France métropolitaine.

Le nombre des demandeurs d'emploi cumulant chômage et emploi (137 850 personnes inscrites fin 2012 en catégories B et C) a également progressé mais à un rythme inférieur à celui des demandeurs d'emploi de catégorie A : + 7,4 % contre + 6,4 % en France.

**Les seniors restent les plus touchés par la hausse du chômage.** Dans la continuité des années précédentes, le nombre des demandeurs d'emploi âgés d'au moins 50 ans, toutes catégories, a progressé dans la région de + 15,9 % au cours de l'année 2012, soit une évolution analogue à celle constatée les deux années précédentes : respectivement + 14,9 % et + 15,7 % en 2011 et 2010. En 4 ans, le nombre des seniors à la recherche d'un emploi a

### Une aggravation plus marquée dans les départements à taux de chômage élevé

Taux de chômage de la population active par département						
	en %					Évolution sur un an en point de %
	2011 T4	2011 T1	2012 T2	2012 T3	2012 T4 <sup>p</sup>	
Ain	6,8	6,9	7,1	7,2	7,5	0,7
Ardèche	10,1	10,2	10,5	10,6	11,1	1,0
Drôme	10,3	10,5	10,9	11,0	11,4	1,1
Isère	8,0	8,2	8,3	8,3	8,7	0,7
Loire	9,4	9,5	9,7	9,9	10,4	1,0
Rhône	8,8	8,9	9,1	9,1	9,5	0,7
Savoie	7,5	7,6	7,7	7,8	8,0	0,5
Haute-Savoie	7,2	7,4	7,5	7,6	7,9	0,7
<b>Rhône-Alpes</b>	<b>8,4</b>	<b>8,5</b>	<b>8,7</b>	<b>8,8</b>	<b>9,2</b>	<b>0,8</b>
France métropolitaine	9,4	9,6	9,8	9,9	10,2	0,8

<sup>p</sup> données provisoires. Note : données CVS.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

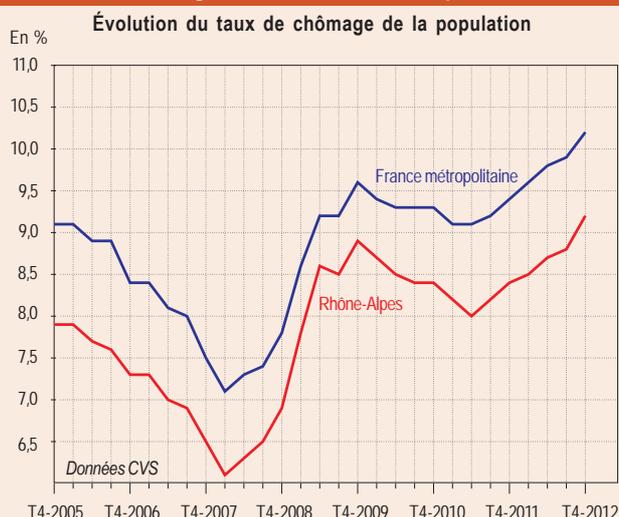
### Une hausse sensible du chômage de longue durée et du nombre de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus

Demandeurs d'emploi en fin de mois				
	Demandeurs d'emploi au 31/12/2012 en milliers		Évolution sur un an en %	
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C	Catégorie A
Hommes	212,3	153,3	10,7	13,3
Femmes	219,2	137,6	9,4	9,4
Moins de 25 ans	70,5	48,2	11,0	11,3
25 à 49 ans	276,5	183,4	8,1	9,4
50 ans ou plus	84,4	59,2	15,9	17,9
Inscrits depuis plus d'un an	158,1	nd	15,3	nd
<b>Rhône-Alpes</b>	<b>431,4</b>	<b>290,8</b>	<b>10,0</b>	<b>11,3</b>
France métropolitaine	4 689,8	3 193,3	8,6	10,2

nd : données non disponibles. Note : données brutes.

Sources : Pôle emploi, DARES

## En 2012, le taux de chômage a progressé au même rythme dans la région et en France métropolitaine



Source : Insee, taux du chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

plus que doublé, passant de 43 500 en décembre 2008 à 88 900 en décembre 2012.

Le recul de l'âge de la retraite et la suppression définitive, au 1<sup>er</sup> janvier 2012, de la dispense de recherche d'emploi ont contribué l'an dernier à cette nouvelle hausse du chômage des seniors. Cette hausse importante s'explique aussi par l'enracinement dans le chômage de très nombreux demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans. Ainsi, parmi les seniors qui avaient, fin décembre 2011, une ancienneté d'inscription à Pôle emploi comprise entre 1 et 2 ans, près des deux tiers ont franchi un an plus tard le cap des deux ans de chômage.

**Contrairement à 2011, l'évolution du chômage a été, en 2012, plus défavorable pour les hommes que pour les femmes, surtout parmi les demandeurs d'emploi de catégorie A** : + 13,2 % contre + 9,3 %. Les hommes, en particulier les jeunes pour qui l'intérim est un moyen, faute de mieux, d'acquérir une première expérience professionnelle, ont été les plus fortement touchés en 2012 par le très net ralentissement du travail temporaire. Ainsi, de nombreux demandeurs d'emploi jusqu'alors en activité réduite ont réintégré, à la fin de leur mission, la catégorie A (sans emploi) où ils s'étaient inscrits initialement. Ce transfert a entraîné une plus forte croissance du nombre des demandeurs d'emploi en catégorie A qu'en catégories B et C, surtout chez les hommes et plus spécialement les hommes de moins de 25 ans.

**Ainsi, après une progression de + 3,4 % en 2011, le chômage des jeunes s'est fortement intensifié en 2012 (+ 11,1 % soit 6 200 personnes supplémentaires), surtout pour les hommes** : + 12,9 % contre + 9,3 % pour les femmes (catégories A, B et C). En prenant en compte uniquement la catégorie A, l'écart d'évolution entre les jeunes hommes et les jeunes femmes est encore plus marqué : respectivement + 14,8 % et + 7,7 %.

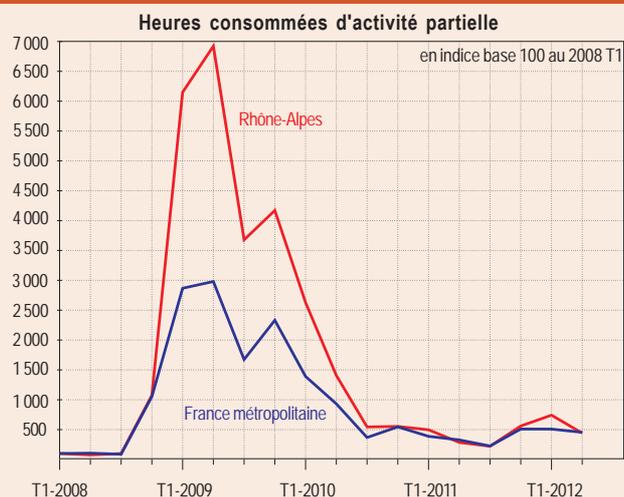
Les personnes âgées de 25 à 49 ans ont enregistré, elles aussi, une hausse du chômage mais de moindre intensité que les seniors et les jeunes (+ 8 %). Les demandeurs d'emploi appartenant à cette tranche d'âge intermédiaire restent toutefois très largement majoritaires parmi l'ensemble des inscrits à Pôle emploi (64,8 % fin décembre 2012).

**La croissance du chômage de longue durée s'est intensifiée.** Fin décembre 2012, 156 450 demandeurs d'emploi de la région Rhône-Alpes étaient inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an contre 135 750 en décembre 2011 (catégories A, B et C, en données CVS). Cette évolution correspond à un accroissement annuel du chômage de longue durée de + 15,3 %, d'intensité deux fois plus forte qu'en 2011 (+ 7 %) mais de moindre ampleur que les deux années précédentes : + 25 % en 2010 et + 38 % en 2009.

L'augmentation du nombre des personnes inscrites à Pôle emploi depuis plus d'un an étant plus rapide que celle de la moyenne des demandeurs d'emploi, la part des chômeurs de longue durée a continué de croître en 2012 (+ 1,6 point en un an). Ainsi, en fin d'année 2012, plus d'un tiers des demandeurs d'emploi de la région étaient au chômage depuis plus d'un an (36,4 % contre 39,2 % à l'échelon national) au lieu d'un quart seulement en décembre 2008 (25,4 % précisément).

**Un lien étroit entre le niveau du taux de chômage et le poids du chômage de longue durée.** Cette corrélation s'observe à tous les niveaux géographiques, national, régional et infrarégional. Ainsi, comparativement à la France, le taux de chômage de la région est inférieur de 1 point et la proportion des demandeurs d'emploi de longue durée, de près de 3 points.

## L'activité partielle pratiquement stable depuis 2 ans



Note : données brutes, hors conventions FNE et APLD (activité partielle de longue durée).

Source : DARES-DGEFP, extraction Silex

Même constat au niveau départemental. L'Ardèche, la Drôme et la Loire, où les taux de chômage sont les plus élevés de la région, se caractérisent également par les plus fortes proportions de chômeurs de longue durée : 41 % pour chacun de ces trois départements fin décembre 2012. Le phénomène inverse est observé dans l'Ain et dans les départements savoyards.

Ce lien s'explique par l'impact important du chômage de longue durée sur le niveau d'ensemble du chômage. Les demandeurs d'emploi écartés durablement du monde de l'emploi (plus d'un an voire plus de 2 ans) constituent, en effet un noyau dur de chômeurs dont le reclassement s'avère de plus en plus difficile au fil des ans, surtout en période de crise. ■

### Pour en savoir plus

- Note de vigilance : Direccte et DRFiP Rhône-Alpes - 4<sup>e</sup> trimestre 2012.
- "Conjoncture de l'emploi et du chômage au quatrième trimestre 2012" - Dares Analyses n° 24, avril 2013.
- Les sortants des listes des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en septembre 2012 - Dares Indicateurs n° 22, mars 2013.

Jean-Marc Dupont, Christine Jakse  
Direccte Rhône-Alpes

## Politique d'emploi

### Une politique de l'emploi axée prioritairement sur les jeunes

**E**n début d'année 2012, l'accent a été mis sur les **contrats en alternance et plus particulièrement l'apprentissage**, politique poursuivie tout au long de l'année malgré l'arrivée d'un nouveau gouvernement. En Rhône-Alpes, et sur l'ensemble de l'année, 28 132 contrats d'apprentissage ont été signés (1 392 contrats de plus qu'en 2011) et 18 391 contrats de professionnalisation (soit 638 contrats de plus qu'en 2011). L'accompagnement personnalisé des jeunes, matérialisé par le Contrat d'Insertion dans la Vie Sociale (CIVIS) a également été maintenu. En Rhône-Alpes, 11 860 CIVIS ont été contractualisés en 2012, soit une légère baisse par rapport à 2011 (11 943).

Au-delà des seuls contrats en alternance et du CIVIS, et dans un contexte de chômage jugé préoccupant pour les jeunes (cf. encadré), **la politique de l'emploi des jeunes a été renforcée par deux nouveaux dispositifs** : les Emplois d'Avenir (EA) et le Contrat de Génération (CG).

Le premier vise à la fois l'insertion durable des jeunes sans diplôme ou faiblement diplômés (CDI ou CDD d'un an minimum jusqu'à trois ans), et l'élévation de leur qualification ; l'aide de l'État représente 75 % du taux horaire du SMIC brut dans le secteur non marchand - qui est majoritaire - et 35 % dans le secteur marchand. Les Emplois d'Avenir reposent principalement sur les acteurs

territoriaux : les préfets (avec le concours des Directeurs pilotes de ce dispositif) en lien étroit avec le Conseil Régional et les prescripteurs, à savoir Pôle emploi, les Missions locales et Cap Emploi (pour les jeunes handicapés), ont défini une stratégie commune de déploiement de ce nouveau dispositif. En Rhône Alpes, 1 161 EA ont été signés entre novembre 2012 et avril 2013.

Le contrat de génération, deuxième dispositif nouveau, vise non seulement à l'intégration des jeunes, mais aussi au maintien des seniors dans l'emploi. Issu d'un accord entre les organisations syndicales et patronales (Accord national Interprofessionnel du 19 octobre 2012, loi du 1<sup>er</sup> mars 2013), son déploiement s'opère en 2013. Il a également pour objectif d'"assurer la compétitivité et la performance des entreprises en France"<sup>1</sup>.

**Les autres politiques de l'emploi, plus classiques, se sont poursuivies en 2012.** D'abord, les autres contrats aidés, refondus en 2010, ont été renforcés en 2012 : ainsi, face à la montée du chômage, les Contrats Uniques d'Insertion ont fait l'objet d'enveloppes supplémentaires en fin d'année. En Rhône-Alpes, plus de 33 000 CUI non marchands, dont 5 000 supplémentaires, et plus de 5 000 CUI marchands ont été signés, soit un taux de réalisation proche respectivement de 98 % et de 91 %.

Le maintien dans l'emploi est resté une priorité : le recours au chômage partiel a augmenté par rapport à 2011 (environ 1,850 million d'heures consommées), reflétant la persistance des difficultés des entreprises rhônalpines en 2012.

Enfin, la lutte contre l'illettrisme se poursuit : elle concerne en 2012 environ 13 000 personnes (prescriptions), dont 85 % ont effectivement participé à une formation, chiffre en augmentation de 7 % par rapport à 2011.

Au-delà des politiques ciblées de lutte contre le chômage et pour le maintien dans l'emploi, **l'égalité hommes-femmes a constitué fin 2012 un point d'orgue de la politique en région.** Rhône-Alpes a été la quatrième région pilote à signer, avec le Ministère des Droits des femmes, une convention régionale tripartite (organisations patronales, syndicales et pouvoirs publics). Elle fait suite à la conférence sociale de juillet 2012 et au Comité de pilotage national de septembre 2012. "Cette initiative vise, dans 9 territoires différents, à construire des réponses innovantes aux racines des inégalités professionnelles. Il sera ainsi procédé à un meilleur accompagnement des TPE-PME pour soutenir cette politique d'égalité, à une forte promotion de la mixité professionnelle des métiers

et des filières ainsi qu'à une lutte plus efficace contre l'éloignement durable de l'emploi des mères bénéficiaires du congé parental qui se verront accompagnées individuellement dans le retour à l'emploi"<sup>2</sup>. ■

Michèle Tavernet, Christine Jakse  
Directrice Rhône-Alpes

### Des contrats en alternance toujours appréciés

#### Évolution des principales mesures pour l'emploi

		2011	2012	Évolution sur un an en %
Contrat Unique d'Insertion	Conventions initiales et renouvellements secteurs marchands	5 690	5 145	-9,6
	Conventions initiales et renouvellements secteurs non-marchands	29 217	33 031	13,1
Contrat en alternance	Contrats de professionnalisation	19 078	18 391	-3,6
	Contrats d'apprentissage	26 740	28 132	5,2
Accompagnement jeunes	CIVIS (contrat d'insertion dans la vie sociale) - nombre d'entrées	11 943	11 860	-0,7
NACRE (nouvel accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise)	Nombre de bénéficiaires "primo-accédants"	1 565	1 619	3,5
Chômage partiel	Nombre d'heures consommées	1 479 345	1 477 309	-0,1
Emplois d'avenir (a/c de novembre 2012)	Marchands	/	48	
	Non marchands	/	1 113	
Illettrisme	Nombre de personnes concernées (prescriptions)	13 172	13 075	-0,7
	Personnes ayant participé aux formations	10 426	11 158	7,0

Source : DARES-DGEFP, extraction Silex

#### Taux de chômage des jeunes :

Le taux de chômage au sens du BIT présente l'inconvénient majeur, pour les jeunes, de rapporter les chômeurs aux actifs, ce dénominateur étant forcément faible pour cette population majoritairement en situation de formation initiale.

D'autres indicateurs peuvent alors être pris en compte pour juger de l'importance du chômage des jeunes : le poids des jeunes demandeurs d'emploi dans l'ensemble des demandeurs d'emploi par rapport au poids des jeunes dans l'ensemble de la population. Mais cet indicateur sous-estime le nombre de jeunes chômeurs car beaucoup ne s'inscrivent pas à Pôle emploi, faute d'ouverture de droits à indemnités. Un autre indicateur, l'enquête "Génération" du Céreq, mérite d'être mentionné. Cette enquête donne une proportion de jeunes au chômage 3 ans après la fin de leurs études (la dernière enquête indique 11 %) mais elle ne s'intéresse qu'aux jeunes, ce qui exclut notamment une comparaison avec les adultes.

Ainsi, seul le recensement de la population permet de fournir la proportion des jeunes chômeurs dans l'ensemble de la population "jeunes" (incluant les jeunes en formation initiale), soit près de 9 % au dernier recensement et presque 7% pour les adultes. La surreprésentation des jeunes au chômage par rapport aux 25-64 ans, est faible, loin de l'écart constaté au sens du BIT.

<sup>1</sup> <http://travail-emploi.gouv.fr/contrat-de-generation>.

<sup>2</sup> Ministère des droits des femmes.

## Plus d'auto-entreprises, moins de sociétés

**Après une année de baisse, les créations d'entreprises repartent légèrement à la hausse en 2012. Grâce à la forte demande d'immatriculation d'auto-entreprises, les créations d'entreprises individuelles augmentent. En revanche, le nombre de nouvelles sociétés diminue.**

**E**n Rhône-Alpes, 56 900 entreprises ont été créées en 2012, dont 30 600 sous le statut d'auto-entrepreneur, soit une hausse de + 1 % par rapport à 2011. Au niveau national, le nombre total de créations d'entreprises est quasiment stable (+ 5 % pour les seuls auto-entrepreneurs). Le nombre de nouvelles entreprises individuelles s'accroît de + 3 % : les immatriculations en auto-entreprise (+ 6 %) permettent d'enrayer la baisse des autres créations individuelles (- 5 %). En revanche, les créations de sociétés sont en recul (- 4 %). Elles représentent 27,5 % du total des créations (29 % en 2011). Depuis la mise en place du régime de l'auto-entrepreneuriat en 2009, les créations sous ce régime restent majoritaires : 54 % du total des créations (51 % en 2011)

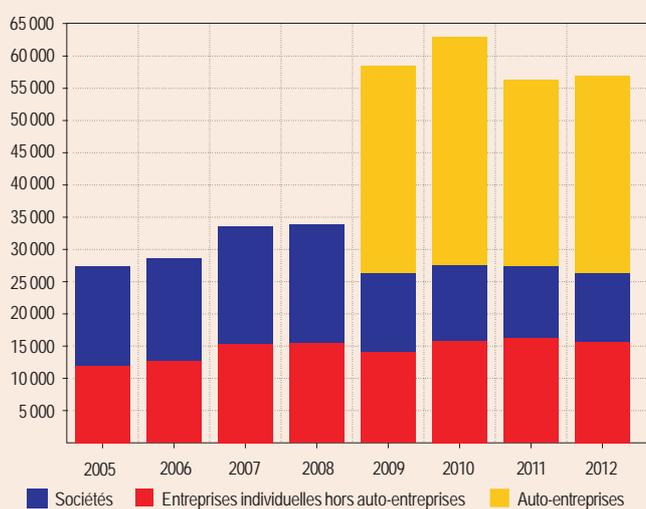
et 74 % du total des créations d'entreprises individuelles (72 % en 2011).

Le taux de création, qui rapporte le nombre de créations constatées en 2012 au stock d'entreprises au 1<sup>er</sup> janvier 2012, est stable par rapport à 2011, égal à 15,3 %. Il est supérieur à cette moyenne dans le secteur de la construction (17,9 %), proche dans le commerce et les services et bien inférieur dans l'industrie (10,6 %).

**Avec l'accroissement des créations d'auto-entreprises en 2012, le nombre de nouvelles entreprises augmente dans certains secteurs d'activité, après la baisse quasi générale de 2011.** La situation est différente selon le régime choisi. Pour les auto-entrepreneurs, la

### Après un an de recul, une légère reprise des créations

Créations d'entreprises dans la région Rhône-Alpes



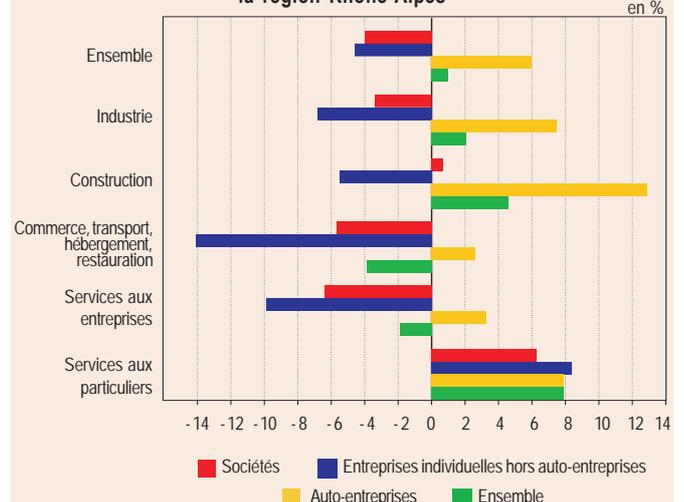
Note : nombre de créations brutes.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (REE) - Sirène

### Les immatriculations d'auto-entreprises augmentent dans presque tous les secteurs

Évolution annuelle du nombre de créations d'entreprises dans la région Rhône-Alpes



Note : données brutes.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (REE) - Sirène

hausse du nombre d'immatriculations se vérifie dans tous les secteurs d'activité, excepté l'immobilier (- 11 %). Les augmentations les plus importantes concernent les secteurs de l'information et de la communication (+ 15 %), la construction (+ 13 %), l'ensemble des services aux particuliers (+ 8 %) et l'industrie (+ 7 %). En revanche, la baisse des autres créations d'entreprises individuelles touche tous les secteurs d'activité, sauf les services aux particuliers (+ 8 %). Ce recul est particulièrement important dans le regroupement des secteurs du commerce, des transports et de l'entreposage et de l'hébergement et la restauration (- 14 %) et dans les services aux entreprises (- 10 %).

En ce qui concerne les seules sociétés, la majorité des secteurs connaît une baisse du nombre de créations. En effet, seuls ceux des services aux particuliers (+ 6 %) et de la construction (+ 1 %) enregistrent une hausse des immatriculations.

Au niveau géographique, l'accroissement du nombre total de créations d'entreprises est général sur la région. La Loire fait cependant exception, enregistrant une forte baisse de ses immatriculations (- 6 %). La chute des créations dans ce département touche toutes les formes

juridiques (auto-entrepreneurs - 1 %, autres entrepreneurs individuels - 21 % et sociétés - 5 %). C'est en Ardèche que l'augmentation est plus marquée (+ 6 %), avec la plus forte hausse de créations d'auto-entreprises (+ 13 %). Le nombre de créations de société décroît toutefois fortement dans la Drôme (- 8 %) et dans le Rhône (- 5 %).

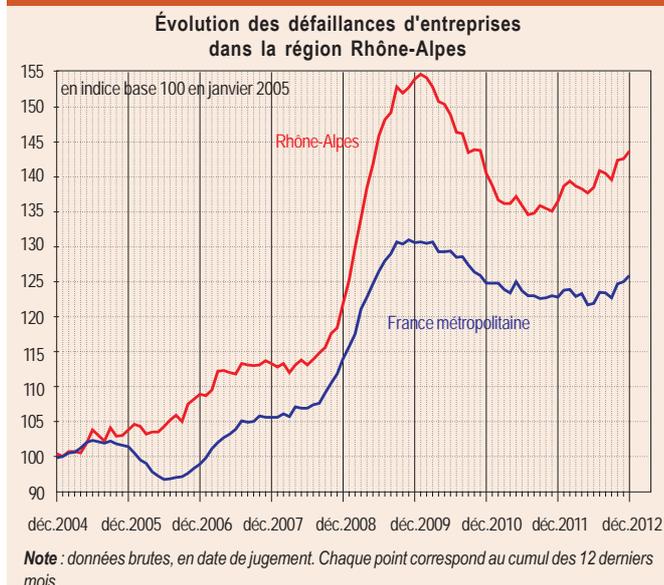
**Presque un tiers des nouvelles entreprises se crée dans le Rhône** (jusqu'à 4 sur 10 dans le regroupement des domaines de l'information et de la communication, des activités financières et de l'assurance, des activités spécialisées, scientifiques et techniques et des transports et de l'entreposage). Si le nombre de créations régionales est en forte hausse dans le secteur des services aux particuliers, il l'est plus particulièrement dans la santé humaine et l'action sociale (+ 20 %) et l'enseignement (+ 14 %). En revanche, les activités financières et d'assurance enregistrent un net recul (- 14 %). Les créations du secteur des services aux particuliers augmentent fortement dans la Drôme (+ 16 %) et en Ardèche (+ 13 %) probablement en lien avec le vieillissement de la population et la dégradation du chômage. Par contre, celles des activités financières et d'assurance chutent dans la Drôme (- 26 %), dans l'Ain (- 26 % également) et en Savoie (- 20 %). ■

## Une hausse du nombre de défaillances après 2 ans de baisse

**E**n Rhône-Alpes, 35 800 entreprises ont connu une défaillance de leur activité depuis 2007, avec un point haut en 2009. Cette forte croissance du nombre de défaillances entre 2007 et 2009 s'explique certes par la crise économique, mais également par un effet démographique lié au grand nombre de créations d'entreprises des années 2003-2007 (effet notamment des lois Dutreil). En 2008, c'est essentiellement cet effet démographique qui explique la hausse du nombre de défaillances. En 2009, la hausse résulte principalement d'un effet macroéconomique, l'effet démographique intervenant moins.

En 2012, 6 300 entreprises ont cessé leur activité, soit une hausse de + 5 % par rapport à 2011. Au niveau national, cette augmentation est de + 2,5 %. Excepté l'Ardèche (- 9 %) et la Haute-Savoie (- 8 %), tous les départements enregistrent une hausse du nombre de défaillances. Cette augmentation varie de + 3 % dans le Rhône à + 14 % dans l'Isère.

### Une augmentation du nombre de défaillances plus forte en Rhône-Alpes qu'en France métropolitaine



Excepté les secteurs de l'information et de la communication (- 17 %), de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (- 2 %) et du commerce et de la réparation automobile (- 2 % également), le nombre de défaillances croît dans tous les autres secteurs d'activité. Cette hausse varie de + 1 % pour les activités immobilières à + 24 % pour l'hébergement et la restauration. ■

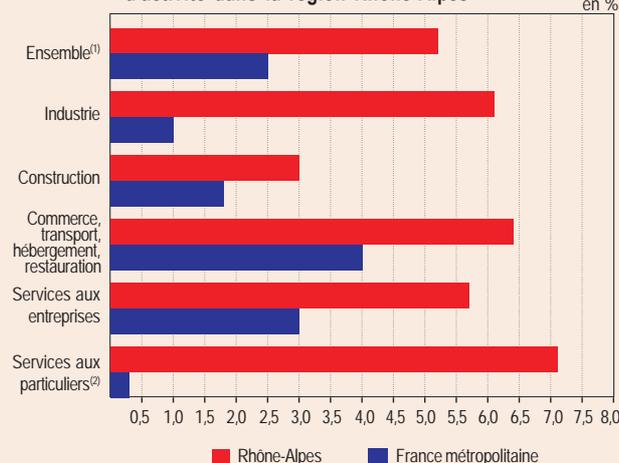
Annie Rebatet, Insee Rhône-Alpes

## Des informations sur les auto-entrepreneurs

L'enquête SINE (Système d'Information sur les Nouvelles Entreprises) a été mise en place par l'Insee pour suivre sur 5 ans les entreprises nouvellement créées. En 2010, les auto-entreprises créées au cours du premier semestre ont été enquêtées ; elles le seront de nouveau en 2013 et 2015. La première interrogation permet de définir le profil du créateur, la préparation du projet et son financement, le profil de l'entreprise à ses débuts, les perspectives d'avenir. En tout, près de 2 500 auto-entrepreneurs ont été interrogés en Rhône-Alpes. Les résultats sont disponibles sur [Insee.fr](http://Insee.fr).

## Le nombre de défaillances croît dans tous les secteurs d'activité

Évolution sur un an des défaillances d'entreprises selon le secteur d'activité dans la région Rhône-Alpes en %



<sup>(1)</sup> Y compris agriculture.

<sup>(2)</sup> Hors administration publique, activités des ménages en tant qu'employeurs et activités extra-territoriales.

**Note :** données brutes, en date de jugement.

La somme des secteurs d'activité peut ne pas correspondre au total de la région.

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 5/03/13)

## Pour en savoir plus

"Trois auto-entrepreneurs rhônalpins sur quatre n'auraient pas créé d'entreprise sans ce régime", Insee Rhône-Alpes, *La Lettre Analyses* n° 189 - février 2013.

"Les entreprises créées en 2006 : une pérennité plus faible dans la construction", *Insee Première* n° 1441, avril 2013.

"Données détaillées sur les créations et créateurs d'entreprises - Enquête de 2011 : la génération 2006 cinq ans après", *Insee Résultats* n° 65, Économie, avril 2013.

## Définition - Source

### Défaillances

Les défaillances d'entreprises couvrent l'ensemble des jugements prononçant soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, soit directement la liquidation judiciaire. Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Il ne faut pas confondre la notion de défaillance avec la notion de difficultés de paiement (des salaires, des fournisseurs, de l'URSSAF,...) ou encore avec celle plus large de cessation (arrêt total de l'activité économique de l'entreprise).

### Source

Les statistiques de défaillances proviennent de la base de données Fiben administrée par la Banque de France. Le champ de ces données diffère de celui qui prévalait avec la source BODACC. En particulier, les séries intègrent désormais le secteur agricole. Toutefois, la saisonnalité des données trimestrielles est analogue à celle des défaillances issues de la source BODACC. Les données seront mises à jour et diffusées selon un rythme trimestriel.

Il existe dorénavant une différence de champ statistique entre les créations et les défaillances d'entreprises. En effet, les créations d'entreprises excluent le secteur agricole.

## Multiplication des signes de dérèglement de l'activité

**La plupart des indicateurs d'activité de la construction se sont effondrés en 2012. La construction neuve de logements s'est inscrite à la baisse, les investisseurs se sont détournés de la pierre tandis que les ménages achetant pour se loger ont souvent différé leur décision. L'immobilier d'entreprise et l'entretien rénovation n'ont pas fait preuve de plus de dynamisme. En revanche, dans les travaux publics, l'activité est restée relativement stable, portée par les travaux d'entretien des infrastructures de transport.**

Après une année 2011 plutôt favorable, la construction a connu un nouveau repli en 2012. La situation dégradée des différents segments de la filière a eu un impact direct sur le secteur des matériaux. La production de "béton prêt à l'emploi" (BPE), utilisée dans le bâtiment, s'est établie à 4 430 milliers de m<sup>3</sup>, soit une baisse de - 5,6 % par rapport à 2011. La production de granulats a également été touchée par la dégradation de l'activité, avec une baisse de - 7,7 % sur un an. La consommation de ciment a reculé de - 6,6 % par rapport à 2011.

Les chefs d'entreprises, interrogés par la Cellule Économique Rhône-Alpes, ont mis l'accent sur le contexte particulièrement tendu affectant tant la construction neuve et la vente de logements neufs que les ouvrages publics de bâtiment et de génie civil.

En dépit de cette conjoncture incertaine, **l'emploi du secteur s'est maintenu en légère progression de + 0,5 %** entre le troisième trimestre 2011 et le troisième trimestre 2012, créant 700 postes pour atteindre 158 600 emplois. C'est surtout l'intérim, 15 000 personnes en septembre 2012, en diminution de - 4,7 % sur un an, qui a amorti la baisse de l'activité. Le nombre de demandeurs d'emploi s'établit à 28 700 personnes en janvier 2013, en progression sensible de + 13,3 % depuis janvier 2012.

Sur le segment de la construction neuve de logements, le rythme de l'activité s'est ralenti par rapport à 2011, année de reprise après le point bas de 2009-2010, avec une évolution plus défavorable en Rhône-Alpes qu'au niveau national. **C'est au niveau des mises en chantier que le repli a été le plus sensible**, atteignant - 20,5 %, en date de prise en compte, pour un volume global de 40 900 logements

commencés seulement. Les autorisations, toujours en date de prise en compte, ont concerné 62 100 logements, soit un niveau restant relativement élevé bien qu'en diminution de - 4,4 % par rapport à 2011.

Après la surchauffe de la fin 2011, les ventes de logements neufs à destination des particuliers sont restées très peu dynamiques durant toute l'année. Selon l'enquête sur la commercialisation des logements neufs, 14 500 maisons et appartements seulement ont été réservés en Rhône-Alpes en 2012, soit une diminution de - 22,2 % par rapport à 2011. De surcroît, le nombre d'annulations s'est maintenu à un niveau élevé, atteignant 6,4 % des ventes. Avec la baisse des réservations, les promoteurs ont diminué le rythme des mises sur le marché de nouveaux programmes. 18 100 logements ont été ouverts à la vente en 2012, soit un repli de - 14,5 % par rapport à 2011. Mais avec des

### Un repli des autorisations de logements neufs plus important pour les maisons que pour les appartements

#### Logements autorisés par département

	Logements individuels		Logements collectifs et logements en résidence		Ensemble		
	Nombre en 2012	Évolution 2012/2011 en %	Nombre en 2012	Évolution 2012/2011 en %	Nombre en 2012	Évolution 2012/2011 en %	Évolution annuelle moyenne 2012/2007 *
Ain	3 098	-5,3	2 806	-33,6	5 904	-21,2	-1,8
Ardeche	1 740	-1,2	558	17,2	2 298	2,7	-6,6
Drôme	2 581	-1,5	1 645	15,1	4 226	4,4	0,2
Isère	4 337	-4,5	5 409	22,3	9 746	8,7	-2,3
Loire	2 503	-5,2	2 027	11,4	4 530	1,5	-2,2
Rhône	3 370	6,8	12 648	-11,2	16 018	-7,9	1,4
Savoie	1 652	-10,5	3 435	36,4	5 087	16,6	-5,4
Haute-Savoie	3 342	-9,5	7 245	2,7	10 587	-1,5	-1,0
<b>Rhône-Alpes</b>	<b>22 623</b>	<b>-3,9</b>	<b>35 773</b>	<b>-1,1</b>	<b>58 396</b>	<b>-2,2</b>	<b>-1,4</b>
France métropolitaine	197 148	-8,0	233 286	-5,8	430 434	-6,8	-2,1

\* Taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de logements, pour le département ou la région, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Note : données brutes, en date réelle. Champ : France métropolitaine.

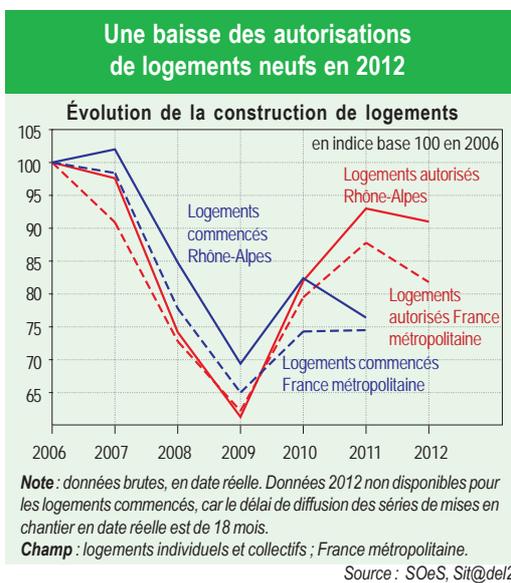
Source : SOeS, Sitt@del2.

mises sur le marché restant plus nombreuses que les réservations, **le stock de logements disponibles a poursuivi sa progression.** 14 700 logements étaient proposés dans les catalogues des promoteurs fin 2012 en Rhône-Alpes, soit 20,4 % de plus que fin 2011. En fin d'année, il fallait en moyenne 11,8 mois pour vendre un appartement et 14,1 mois pour une maison, soit environ le double du délai d'écoulement de 2011. Le marché atteignant un niveau de saturation, les prix moyens des logements neufs se sont inscrits à la baisse. Pour un appartement, il fallait compter en moyenne 3 680 euros le m<sup>2</sup> en Rhône-Alpes, hors stations de montagne, fin 2012, soit 2,0 % de moins, en monnaie courante, qu'en 2011.

Pour les investisseurs, la dernière année du dispositif Scellier a été marquée par une nouvelle baisse des avantages fiscaux liés à la mesure, avant la mise en place de la réduction d'impôt Duflot début 2013. En effet, le taux de réduction d'impôts lié au Scellier, qui s'établissait à 22 % pour les logements labellisés BBC (bâtiment basse consommation) et à 13 % pour les autres logements en 2011, a été ramené, en 2012, à 13 % pour les seuls logements labellisés BBC. Les ventes pour investissement locatif, identifiées dans le cadre de l'enquête sur la commercialisation des logements neufs, qui avaient connu un emballement fin 2011, se sont inscrites en net repli en 2012. 3 760 réservations pour investissement locatif ont pu être comptabilisées via ce dispositif, soit près de deux fois moins qu'en 2011 (- 41,3 %).

Pour les ménages achetant dans le but de se loger, le bas niveau des taux d'intérêt et la stabilisation des prix auraient pu constituer des critères incitatifs. Mais avec les incertitudes liées à la situation économique et le durcissement des critères d'octroi du crédit aux acquéreurs, le nombre d'acheteurs potentiels s'est réduit. 10 700 logements neufs ont été acquis par de futurs propriétaires occupants en 2012 selon l'enquête, soit une baisse de - 12,1 % par rapport à 2011. Pour les primo-accédants, le prêt à 0 % a contribué au financement de 6 190 logements neufs en Rhône-Alpes au cours des trois premiers trimestres de 2012. Avec la mise sous condition de ressources du PTZ+ début 2012, le nombre de prêts délivrés a baissé de - 19,9 % entre les trois premiers trimestres de 2011 et ceux de 2012.

Dans le parc public, où les statistiques de l'année 2012 ne sont pas encore connues,



l'activité de construction générée par les bailleurs sociaux avait atteint un niveau particulièrement élevé en 2011. 8 100 logements sociaux avaient été achevés au cours de l'année, qu'ils aient été construits directement par les organismes ou acquis en VEFA. La construction neuve de locaux ne s'est a priori pas montrée plus dynamique que celle des logements, avec une difficulté technique pour quantifier les évolutions sur ce segment liée à l'introduction, à partir de mars 2012, de la notion de surface de plancher en lieu et place de la surface hors d'œuvre nette.

Sur l'ensemble de l'année 2012, les marchés de l'entretien-amélioration, qui représentent plus de 55 % de l'activité Bâtiment, se sont montrés indécis. Selon les chefs d'entre-

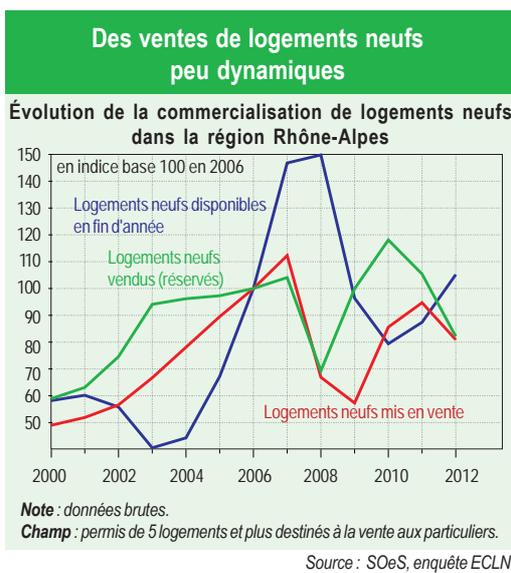
prises, interrogés par la Cellule Économique Rhône-Alpes, l'activité est restée globalement bien orientée en 2012 pour les locaux d'activité en dépit d'un troisième trimestre médiocre. Côté logements, les chefs d'entreprises se sont montrés plus réservés avec des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres plus favorables que la fin de l'année. Il est vrai que les éco-PTZ, destinés à financer des bouquets de travaux relatifs aux économies d'énergie dans les logements anciens, ont connu une baisse de - 32,9 % en rythme annuel. Seuls 3 410 prêts ont été accordés du quatrième trimestre 2011 au troisième trimestre 2012. Dans le parc public, la rénovation thermique des logements les plus consommateurs d'énergie avec les éco-PLS de deuxième

génération a concerné 1 210 logements en 2012. Les éco-PLS de première génération, qui se sont terminés en 2011, avaient permis de rénover 9 550 logements sociaux en Rhône-Alpes au cours des trois années précédentes, soit 2,2 % du parc.

Après une baisse conséquente de l'activité en 2009, les travaux publics ont renoué avec la croissance à partir de 2010. Le chiffre d'affaires est resté stable en 2012, avec 31 % de l'activité dans les travaux de routes et 20 % dans l'adduction d'eau. ■

Yves Pothier, Dreal Rhône-Alpes

Laurence Herbeaux  
Cellule économique Rhône-Alpes -  
Observatoire régional du BTP



### Pour comprendre les résultats

**Sources :** emploi : Insee-Estimations d'emploi ; construction neuve : MEDDE-Sit@del2 ; commercialisation des logements neufs : MEDDE-ECLN ; PTZ+ et éco-PTZ : SGFGAS ; parc locatif social : MEDDE-RPLS ; Eco-PLS : MEDDE ; suivi activité de Bâtiment, intérim, chômage : CERA

## Une activité peu dynamique pour les marchandises

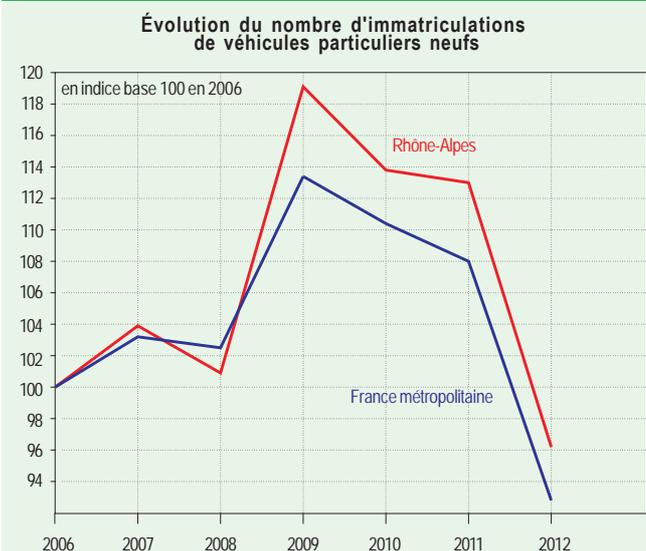
Le transport de marchandises par la route a progressé en tonnage, mais sur de plus courtes distances que par le passé. Sur voie d'eau, l'activité s'est compressée traduisant un retour à la normale après les événements ponctuels intervenus en 2011. Concernant le transport des personnes, le fer a poursuivi son développement avec l'augmentation du trafic TER. Les transports aériens ont peu progressé à l'exception du "low cost".

Après avoir connu une forte baisse en 2008 et 2009, l'emploi dans le secteur du transport et de l'entreposage a poursuivi la progression entamée depuis 2010. Plus de 300 emplois ont été créés en Rhône-Alpes pendant l'année glissante du 4<sup>e</sup> trimestre 2011 au 3<sup>e</sup> trimestre 2012, dans ce secteur qui en comptait 135 000 en septembre 2012. Pour la troisième année consécutive, la croissance de l'emploi, de + 0,3 % sur un an, a été supérieure en Rhône-Alpes à celle de l'ensemble de l'Hexagone. 770 entreprises ont été créées dans la région, soit une baisse de - 6,9 % par rapport à 2011, alors que le nombre de créations d'entreprises a augmenté au niveau national.

Le poids du poste carburant a continué à progresser dans les comptes des entreprises en 2012. La hausse des prix hors taxes à la pompe est toutefois restée sensiblement inférieure à celle des deux années précédentes. Le gazole a augmenté de + 8 % en 2012, contre + 28 % en 2011, alors que les tarifs des carburants sans plomb SP95 et 98 grimpaient respectivement de + 10 % et + 11 %. Dans le même temps, les prix au litre du GPL croissaient de + 4 %. La hausse des prix a atteint + 15 % pour le fioul lourd, utilisé notamment pour le transport par voie d'eau.

La route, qui représentait 88,2 % des tonnes kilomètres transportées tous pavillons sur le territoire français en 2011, reste de loin le premier mode de transport de marchandises. Selon la Banque de France, le chiffre d'affaires des entreprises de transport n'a progressé que de + 1,2 % de 2011 à 2012 en Rhône-Alpes avec un second semestre plus difficile que le premier. L'activité de transport de marchandises par la route générée par l'économie régionale avait connu une forte baisse en 2008 et 2009. Après une année 2011 plus favorable, 2012 s'est terminée sur une augmentation des quantités de marchandises

### Les immatriculations de véhicules particuliers en forte baisse



Source : SOeS, Fichier central des automobiles, SIDIV

### Un repli du transport de marchandises par la route moindre qu'au niveau national

Transport de marchandises par la route			
	2012 <sup>P</sup> (millions de tonnes-kilomètres transportés)	Évolution annuelle en %	Évolution annuelle moyenne sur 5 ans* en %
<b>Rhône-Alpes</b>			
Entrées dans la région	9 839,1	- 3,9	- 5,9
Sorties de la région	9 986,2	- 4,1	- 5,5
Intérieur de la région	6 518,8	- 1,0	- 3,5
<b>Total</b>	<b>26 344,1</b>	<b>- 3,3</b>	<b>- 5,2</b>
France métropolitaine	254 621,1	- 7,9	- 4,9

<sup>P</sup> Données provisoires.

(\*) Taux d'évolution annuel qu'aurait connu le transport de marchandises si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Champ : France métropolitaine hors Corse. Données hors transport international.

Source : SOeS, Enquête Transport routier de marchandises

transportées alors que les distances de transport diminuaient. Selon l'enquête TRM, 245 millions de tonnes de marchandises ont été chargées ou livrées par la route par des entreprises de transport françaises au cours de l'année en Rhône-Alpes, 4,1 % de plus qu'en 2011. En tenant compte des distances, 26 300 millions de tonnes kilomètres ont été transportées, soit une baisse de - 3,2 %. Pour les tonnages comme pour les tonnes kilomètres, l'évolution a été plus favorable dans la région que dans l'ensemble de l'Hexagone.

Ce sont les tonnages internes qui ont le plus progressé. Ce segment, qui correspond aux marchandises transportées d'un point à un autre de la région, a représenté les trois quarts du chiffre affecté à la région en 2012. La croissance des tonnages internes a atteint + 8,8 % par rapport à 2011, alors que le fret routier entrant et sortant du périmètre régional s'est contracté. La diminution des distances de transports a concerné aussi bien les transports internes qu'externes à la région. Autre enseignement de l'enquête, les transports pour compte propre, qui représentent en tonnage une petite moitié des tonnages transportés, ont beaucoup plus progressé que les transports pour compte d'autrui. Mais rapportés au nombre de kilomètres parcourus, le compte propre et le compte d'autrui ont connu une baisse similaire.

50 400 véhicules utilitaires légers et poids lourds ont été immatriculés en Rhône-Alpes en 2012, en baisse de - 8,8 % par rapport à 2011. Après deux années de progression, le nombre de véhicules immatriculés est descendu à un niveau proche de celui de 2009.

Avec 9,6 % des tonnes kilomètres transportées en France en 2011, le fer constitue le deuxième mode de transport pour les marchandises. En 2012, l'activité de transport ferroviaire s'est contractée au niveau national, les tonnes-kilomètres transportées diminuant de - 5,9 % par rapport à 2011.

**Le trafic par voie d'eau dans le bassin Rhône-Saône-Méditerranée a connu un net repli en 2012.** 6,4 millions de tonnes de marchandises ont emprunté ce réseau au cours de l'année, soit une baisse de - 11,1 %. La diminution de l'activité a porté autant sur les tonnages que sur les distances parcourues, la baisse des tonnes kilomètres s'établissant également à - 11,1 % pour un total de 1 400 millions de tonnes kilomètres. Certes moins utilisée que la route en termes de tonnage, la voie d'eau correspond toutefois à des distances moyennes de transport plus longues, 219 km contre 110 km en Rhône-Alpes en 2012.

Une baisse des immatriculations plus importante pour les véhicules particuliers

Immatriculations de véhicules neufs								
	Véhicules particuliers		Véhicules utilitaires légers <sup>1</sup>		Véhicules industriels à moteur <sup>2</sup>		Ensemble immatriculations <sup>3</sup>	
	Nombre en 2012	Évolution 2012/2011 en %	Nombre en 2012	Évolution 2012/2011 en %	Nombre en 2012	Évolution 2012/2011 en %	Nombre en 2012	Évolution 2012/2011 en %
Ain	16 424	- 15,0	3 112	- 13,2	460	35,3	18 834	- 19,2
Ardèche	6 673	- 19,8	1 333	- 10,8	163	5,8	8 224	- 17,9
Drôme	12 765	- 18,3	3 492	- 11,6	849	2,4	17 146	- 16,1
Isère	30 243	- 16,9	7 143	- 10,9	588	- 6,5	38 088	- 15,7
Loire	17 885	- 16,4	4 452	- 10,9	562	- 18,1	22 975	- 15,3
Rhône	49 976	- 15,0	17 006	- 5,5	1 351	- 21,5	68 561	- 12,9
Savoie	14 164	- 14,4	4 008	- 5,7	626	- 16,6	18 814	- 12,8
Haute-Savoie	27 369	- 7,7	4 854	- 8,3	426	- 27,4	32 706	- 8,2
<b>Rhône-Alpes</b>	<b>175 499</b>	<b>- 14,8</b>	<b>45 400</b>	<b>- 8,4</b>	<b>5 025</b>	<b>- 11,8</b>	<b>226 556</b>	<b>- 13,5</b>
France métropolitaine	1 857 013	- 14,1	380 254	- 10,6	45 631	- 7,7	2 288 974	- 13,4

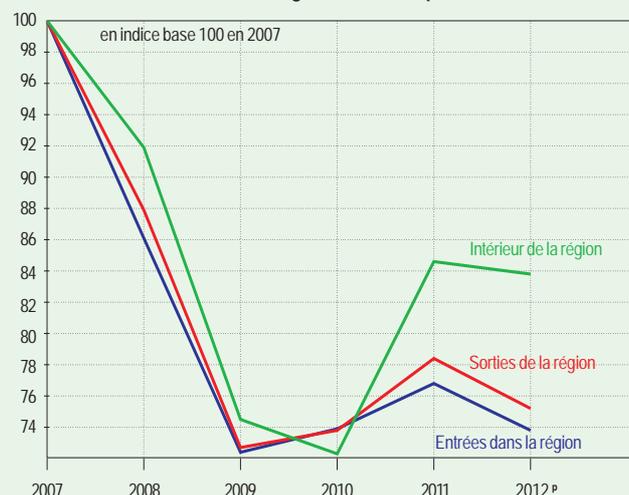
Note : données brutes. <sup>1</sup> Camionnettes et véhicules automoteurs spécialisés de 3,5 t au plus de PTAC. <sup>2</sup> Camions, véhicules automoteurs spécialisés de plus de 3,5 t de PTAC et tracteurs routiers. <sup>3</sup> Y compris immatriculations de transports en commun.

Source : SOeS, SIDIV

En termes de tonnages, l'essentiel de la baisse de 2012 concerne les minéraux bruts et s'explique par le niveau exceptionnel atteint en 2011, lui même dû à deux événements tout à fait ponctuels, l'évacuation des déchets BTP du tunnel de la Croix-Rousse à Lyon et les travaux du canal du Rhône à Sète. En tonnes kilomètres, le phénomène le plus marquant a été la baisse de trafic des produits agro-alimentaires, avec en particulier une diminution des livraisons de sel de déneigement.

Un repli sensible du transport routier inter-régional : - 3,2 % en tonnes kilomètres

Évolution du transport routier de marchandises dans la région Rhône-Alpes



<sup>P</sup> données provisoires.

Champ : France métropolitaine hors Corse. Données hors transport international.

Source : SOeS, Enquête Transport routier de marchandises

Offrant une alternative à la route et au fer, le transport des containers par voie d'eau a de nouveau progressé. En volume, selon l'unité de mesure usuelle qui attribue un ou deux équivalents vingt pieds (EVP) par container en fonction de leur taille, 77 300 EVP ont emprunté le réseau des voies d'eau du bassin Rhône-Saône-Méditerranée en 2012, soit une hausse de + 11,0 % par rapport à 2011.

Le fret avionné, très anecdotique au regard des autres modes de transport de marchandises, a atteint 36 800 tonnes en 2012, la quasi totalité du trafic rhônalpin étant concentrée sur Lyon-Saint Exupéry.

Côté transport de personnes, **175 000 voitures neuves ont été vendues en 2012 en Rhône-Alpes, en forte baisse de - 14,8 % par rapport à 2011.** La prime à la casse avait dopé les ventes de véhicules neufs de 2009 à 2011 ; le marché est revenu en 2012 à un niveau d'activité légèrement inférieur à celui des années 2008 et antérieures. Par rapport à 2011, seules les immatriculations des véhicules les moins polluants ont progressé. Les ventes de voitures émettant moins de 100 grammes de dioxyde de carbone par kilomètre ont plus que doublé en volume et sont passées de 4,3 % à 12,1 % des ventes en Rhône-Alpes.

Les encombrements routiers ont progressé en 2012 par rapport à 2011. 161 000 heures kilomètres de bouchons ont été comptabilisés par le réseau de mesure des centres d'information routière en Rhône-Alpes, soit 6,3 % de plus qu'en 2011. La région figure ainsi parmi les mauvais élèves dans le palmarès national des points de congestion de trafic, avec quatre sites parmi les 10 plus importants de province, l'A6, l'A7 et l'A46 à Lyon ainsi que l'A480 à Grenoble.

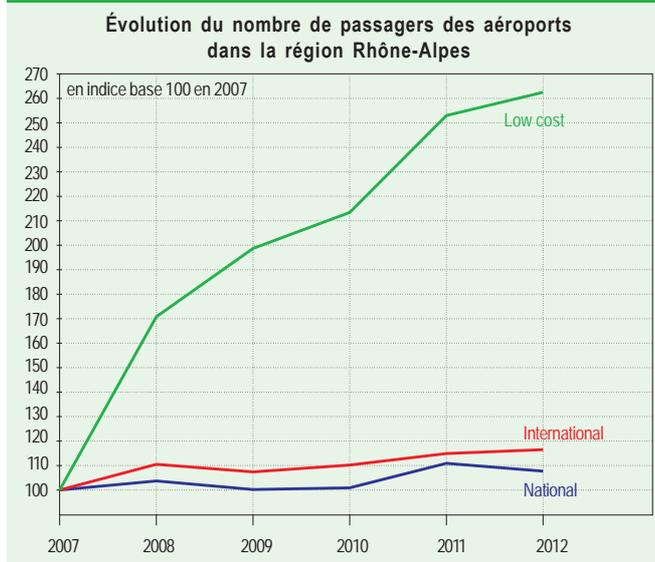
### Une légère baisse du trafic aérien

Passagers des aéroports de Rhône-Alpes en %					
	Nombre de passagers 2012	Rhône-Alpes		France métropolitaine	
		Évolution annuelle	Évolution annuelle moyenne sur 5 ans <sup>1</sup>	Évolution annuelle	Évolution annuelle moyenne sur 5 ans*
Lignes nationales	3 133 847	-2,9	1,5	2,4	0,5
Lignes internationales	5 907 400	1,4	3,1	3,4	2,1
Transit	92 091	-25,0	-6,6	-6,2	-4,5
<b>Total</b>	<b>9 133 338</b>	<b>-0,5</b>	<b>2,4</b>	<b>3,0</b>	<b>1,6</b>
dont lignes à bas coût (low cost)	2 107 233	3,8	21,3	9,5	9,3
Part des lignes à bas coût (low cost) en %	23,1	///	///	///	///

/// : non disponible.  
**Note :** données brutes.  
 (\*) Taux d'évolution annuel qu'aurait connu le trafic passager si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Source : Union des aéroports français

### Une hausse continue du low cost depuis 5 ans



Source : Union des aéroports français

Après deux années 2009 et 2010 moins dynamiques, la fréquentation du réseau des transports express régionaux (TER) a prolongé en 2012 la tendance haussière de 2011. 2,6 milliards de voyages kilomètres ont été comptabilisés sur le réseau routier et ferré au cours de l'année, soit une progression de + 5,0 %.

### 9,1 millions de passagers, locaux ou en transit, ont fréquenté les aéroports de Rhône-Alpes en 2012.

L'essentiel de ce trafic est resté concentré sur Lyon-Saint Exupéry, dont l'activité passagers n'a progressé que de + 0,2 %, alors que la plupart des grands aéroports de province ont connu une forte croissance en 2012. Le volume global restant inchangé, le trafic s'y est reporté des vols classiques vers le low cost qui a atteint 21,8 % du nombre total de passagers transportés (contre 20,9 % en 2011). En baisse pour les voyages de courte distance des passagers locaux nationaux, le trafic aérien s'est au contraire développé pour les passagers locaux internationaux. Lyon-Saint Exupéry a été moins utilisé comme étape des voyages de longue distance, le trafic de transit s'étant inscrit en forte baisse en 2012. ■

Yves Pothier  
Dreal Rhône-Alpes

### Pour comprendre les résultats

**Sources :** estimations d'emploi, démographie d'entreprises : Insee ; coût du carburant : MEDDE-Prix Direm ; entreprises : Banque de France ; transport de marchandises : MEDDE-TRM ; immatriculations : SOeS ; fer : SOeS ; eau : Voies navigables de France ; air : Union des aéroports français ; encombrements : CNIR ; TER : Conseil Régional

## L'année 2012 sauvée par les campings l'été et par les hôtels l'hiver

**En 2012, Rhône-Alpes a totalisé 27 millions de nuitées dans les hôtels et dans les campings. L'évolution par rapport à 2011 est bien plus forte dans les campings (+ 2,9 %) que dans l'hôtellerie (+ 0,1 %). La clientèle étrangère, venue en plus grand nombre, profite aussi bien aux campings qu'aux hôtels, mais elle permet surtout de limiter la baisse de la fréquentation dans les hôtels. L'année 2012 se caractérise par une très bonne saison d'été en camping, morose en hôtellerie, et une saison d'hiver plutôt bénéfique à l'hôtellerie, quel que soit le lieu en Rhône-Alpes.**

Sur l'ensemble de l'année 2012, avec 18,1 millions de nuitées hôtelières, Rhône-Alpes se place en 3<sup>e</sup> position des régions françaises derrière l'Île-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur. **Si au niveau national la fréquentation stagne, celle de Rhône-Alpes augmente très légèrement (+ 0,1 %)**, comparable à celle de l'Île-de-France (+ 0,3 %), mais inférieure à celle de Provence-Alpes-Côte d'Azur (+ 2,2 %).

Cette évolution positive ne s'explique que par l'arrivée de touristes étrangers en plus grand nombre (+ 3,5 %) et des nuitées induites (+ 4,6 %). Les pays de résidence les plus

représentés sont le Royaume-Uni (21 % des nuitées étrangères) et la Belgique (13 %). Cette année, les touristes en provenance de ces pays sont venus encore plus nombreux que l'an dernier : + 12,5 % pour les Anglais, pour 8,8 % de nuitées supplémentaires et + 2,5 % pour les Belges, pour 4,5 % de nuitées en plus.

Les touristes étrangers choisissent davantage les hôtels indépendants, d'où une augmentation du nombre de nuitées étrangères de + 5,1 %, permettant d'enrayer la baisse des nuitées. Même si la part des nuitées étrangères ne représente qu'un quart de l'ensemble, c'est grâce à elle que le nombre total de nuitées progresse de + 1 % pour ce type d'hôtel. Le taux d'occupation des hôtels indépendants (53,3 %) baisse faiblement (- 0,3 point).

En revanche, la fréquentation baisse dans les hôtels de chaîne (- 0,8 %) où, dans le même temps, l'offre augmente de + 4,2 %. Ainsi, le taux d'occupation diminue de 2,7 points, passant de 64,7 % à 62 %. C'est dans ce type d'établissement que l'offre, en nombre de chambres, a le plus augmenté ; elle représente dorénavant 41 % de l'ensemble, alors que seuls 18 % des établissements sont de type "hôtels de chaîne".

Le tourisme en Rhône-Alpes porte sur deux saisons, été et hiver ; la première représente 48 % des nuitées des dix mois constituant ces deux saisons. En 2012, la saison d'hiver (de décembre 2011 à avril 2012) a été bien meilleure que la saison d'été (de mai 2012 à septembre 2012) : les nuitées hivernales ont progressé de + 3 %, davantage grâce aux touristes étrangers qu'aux Français (+ 4,2 % contre + 2,6 %) ; en été, elles ont baissé de - 2,4 %, notamment en raison de la chute du nombre de nuitées françaises (- 3,8 %) alors que les nuitées étrangères augmentaient de + 2,3 %.

En hiver, la hausse des nuitées a profité à l'ensemble des départements de la région, mais plus particulièrement aux départements alpins. En été, seul le Rhône et dans une moindre mesure l'Ain, ont enregistré des résultats positifs, sans permettre toutefois de juguler la baisse d'ensemble.

### Le Rhône devient le premier département rhonalpin en termes de fréquentation hôtelière

#### Évolution du nombre de nuitées dans les hôtels de Rhône-Alpes par département

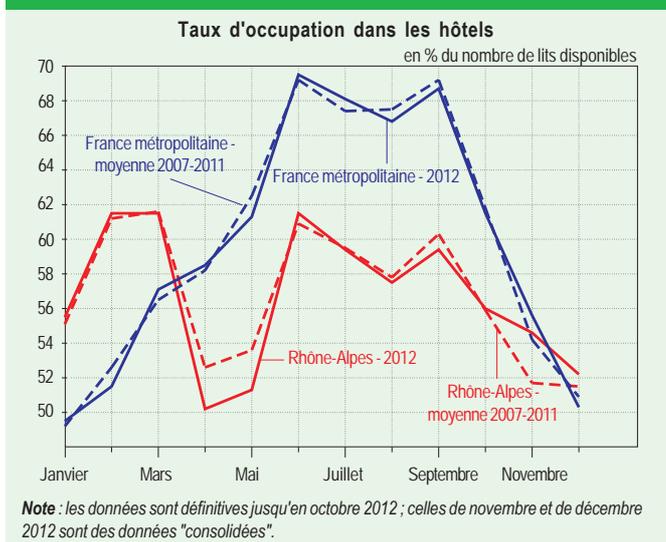
	Nuitées 2012 en milliers	Évolution annuelle en %	Évolution annuelle moyenne sur 5 ans en % (*)	Part des nuitées effectuées en 2012 par une clientèle étrangère en %
Ain	1 097	6,5	0,6	22,6
Ardèche	519	0,2	0,0	15,5
Drôme	1 093	- 2,9	- 1,1	19,5
Isère	2 259	- 0,7	- 0,3	20,8
Loire	756	- 2,5	- 1,0	10,1
Rhône	4 604	3,2	0,6	21,3
Savoie	3 343	0,5	- 1,5	33,8
Haute-Savoie	4 392	- 3,0	0,6	31,7
<b>Rhône-Alpes</b>	<b>18 063</b>	<b>0,1</b>	<b>- 0,1</b>	<b>25,4</b>

**Note :** Les données sont définitives jusqu'en octobre 2012 ; celles de novembre et de décembre 2012 sont des données "consolidées".

(\*) Taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Source : Insee, DGCIS, partenaires régionaux

Une particularité rhônalpine : une saisonnalité très marquée



Sources : Insee, DGCI, partenaires régionaux

Sur l'année 2012, le Rhône est le département le plus attractif en termes de fréquentation hôtelière ; il enregistre 4,6 millions de nuitées, soit plus d'un quart de la fréquentation régionale, en hausse de + 3,4 %. La part de la clientèle d'affaires a progressé de 2 points ; elle atteint 67 %, bien supérieure à celle de la région (44 %). Avec l'Ain (+ 6,8 % de nuitées), ce sont les deux départements qui expliquent l'augmentation, certes faible, de la fréquentation.

Dans le même temps, la Drôme et la Haute-Savoie ont perdu le plus de fréquentation, respectivement - 2,9 % et - 3,0 %.

**La fréquentation totale des campings de la région poursuit sa progression depuis 2007**, passant de 7,5 millions de nuitées à 8,9 millions en 2012. Par rapport à 2011, l'augmentation est de + 2,9 % alors que pour l'ensemble du territoire métropolitain, on constate une baisse de - 1 %. Comme l'an dernier, l'évolution provient de la hausse conjuguée de la fréquentation sur emplacements nus (+ 1,9 %) et plus encore de celle relative aux emplacements équipés (mobil homes, chalets en bois,...) qui progresse de + 4,8 %.

Pendant la saison estivale, ce sont 1,7 million de touristes qui sont venus dans les campings de Rhône-Alpes dont 42 % de touristes étrangers. Les arrivées ont augmenté de + 3,1 % par rapport à 2011. Cela est dû aussi bien aux touristes français (+ 3,0 %) qu'aux touristes étrangers (+ 3,2 %). En moyenne, ces derniers séjournent plus longtemps que les Français, 5,5 jours contre 4,9. Le volume de nuitées étrangères s'élève à 4 millions, représentant 45 % des nuitées totales, en augmentation de + 5,1 % par rapport à la saison 2011. Les Néerlandais sont toujours les campeurs étrangers les plus nombreux en Rhône-Alpes (63 % du total des campeurs étrangers).

Le nombre de leurs arrivées augmente de + 2,8 %, un peu moins que la moyenne des étrangers. La durée moyenne de leur séjour s'allonge, passant, entre 2011 et 2012, de 6,3 à 6,4 jours ; par conséquent, le volume de nuitées est en hausse de + 5,8 %. Dans l'ensemble, seuls les touristes britanniques et espagnols sont venus moins nombreux dans les campings de Rhône-Alpes.

Globalement, la saison estivale s'est bien déroulée en Rhône-Alpes. Les départements savoyards, qui avaient subi une baisse de fréquentation en 2011 en raison du mauvais temps, ont vu leur fréquentation augmenter de + 4,8 % pour la Savoie et de + 4,4 % pour la Haute-Savoie, sans toutefois retrouver le niveau de 2010. Parmi les départements méridionaux, l'Ardèche, dont les nuitées représentent 42 % du total régional, continue sa progression (+ 1,8 %) pour atteindre 3,7 millions de nuitées. La Drôme connaît la plus forte évolution sur ces 5 dernières années, + 6,3 % par an en moyenne. En revanche, le Rhône et la Loire, départements déjà peu concernés par cette activité, ont connu les plus fortes baisses, avec respectivement - 5,6 % et - 10,8 %.

En 2012, le mois de mai a profité de la présence de plusieurs jours fériés, ceci se traduisant par une hausse de + 49,2 % de la fréquentation des campings. Cette évolution positive est réalisée au détriment du mois de juin, qui, contrairement à 2011, ne comptait cette année aucun jour férié (- 13,8 %). C'est en août que la fréquentation a été la plus importante, 3,6 millions de nuitées, en hausse de + 4,6 % par rapport à août 2011.

Sur 5 ans, la fréquentation augmente dans tous les départements

Évolution du nombre de nuitées dans les campings de Rhône-Alpes par département

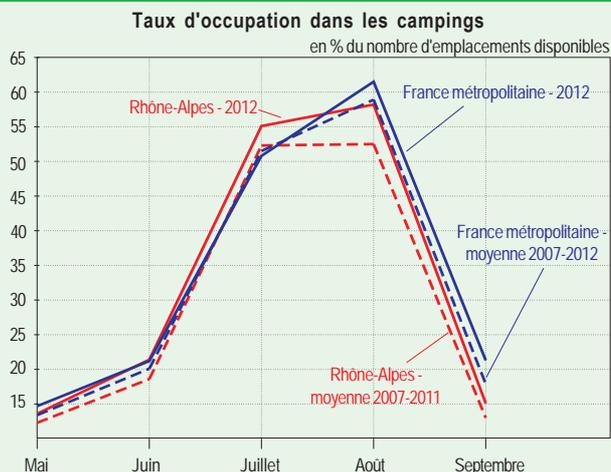
	Nuitées 2012 en milliers	Évolution sur 1 an en %	Évolution moyenne annuelle sur 5 ans en % (*)	Part des nuitées effectuées en 2012 en %	
				par une clientèle étrangère	sur emplacements locaux
Ain	476	7,0	3,9	51,4	28,2
Ardèche	3 744	1,8	3,1	42,2	40,7
Drôme	1 505	5,4	6,3	53,1	32,6
Isère	833	0,1	3,5	50,5	31,6
Loire	91	-10,8	1,6	35,6	22,1
Rhône	169	-5,6	3,3	48,4	32,9
Savoie	681	4,8	1,4	32,9	20,7
Haute-Savoie	1 435	4,4	3,4	41,7	28,7
<b>Rhône-Alpes</b>	<b>8 935</b>	<b>2,9</b>	<b>3,6</b>	<b>44,6</b>	<b>34,0</b>
France métropolitaine	105 682	-1,0	1,6	33,6	44,6

Note : données 2012 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

(\*) Taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période de 5 ans considérée.

Source : Insee, DGCI, partenaires régionaux

## Des campings bien remplis en 2012



Note : données 2012 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

Sources : Insee, DGCS, partenaires régionaux

Le taux d'occupation de ce mois est le plus fort de la saison pour atteindre 58,2 %. Il atteint 64,1 % dans les campings 3 et 4 étoiles et culmine à 88,8 % sur les emplacements équipés de ces mêmes catégories.

De manière générale, les campeurs choisissent de plus en plus fréquemment des campings offrant des emplacements équipés : la fréquentation y a augmenté de + 54 % en 6 ans ; parallèlement, l'offre a suivi, avec une hausse de + 38 %. Ces emplacements représentent dorénavant un cinquième de l'offre et plus du tiers de la fréquentation. Même si la fréquentation étrangère augmente sur ce type d'offre, les nuitées en emplacements équipés ne représentent que 23 % pour cette clientèle. Pour la clientèle française, elles atteignent 43 %.

L'offre touristique propose également d'autres types d'hébergements tels que les villages-vacances, les maisons familiales, les auberges de jeunesse, les résidences de tourisme...

En 2012, les nuitées passées dans ces autres

### Note concernant la nouvelle homologation des hôtels et des campings

Un nouveau classement des hôtels et campings est intervenu en juillet 2009. Les établissements ont eu 3 ans pour se mettre aux normes et demander leur nouvelle homologation.

Le champ de nos enquêtes a donc fait cohabiter, au cours de cette période, des établissements ayant obtenu leur nouvelle homologation avec ceux ne l'ayant pas demandée.

Par conséquent, ceci ne nous permet pas de comparer, d'une année à l'autre, les données par catégorie d'étoiles des hôtels et des campings.

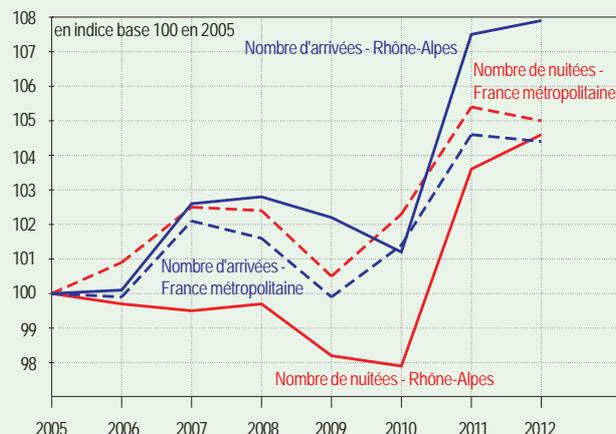
hébergements représentent, en Rhône-Alpes, 21,7 millions de nuitées dont 77 % sont en résidence de tourisme ou hôtelière de chaîne. L'augmentation de la fréquentation par rapport à 2011 est d'environ + 2,7 % (résultats encore provisoires pour les mois de novembre et décembre 2012), grâce aux résidences de tourisme (+ 4,3 %) alors que la fréquentation baisse de - 1,3 % dans les villages de vacances et les maisons familiales et chute de - 7,2 % en auberges de jeunesse, centres sportifs ou centres internationaux de séjour.

La fréquentation augmente fortement dans tous les départements, sauf en Savoie, département représentant 57 % des nuitées régionales, où elle baisse de - 0,3 % ; cela explique l'augmentation générale modérée de + 2,7 %.

Mireille Bel, Insee Rhône-Alpes

## Une hausse de la fréquentation dans les hôtels et les campings

### Évolution du nombre de nuitées dans les hôtels et les campings



Note : les données sur l'hôtellerie sont définitives jusqu'en octobre 2012 ; celles de novembre et de décembre 2012 sont des données "consolidées". Les données 2012 sur les campings sont définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

Sources : Insee, DGCS, partenaires régionaux

### Pour comprendre les résultats

L'enquête de fréquentation dans l'hôtellerie est réalisée mensuellement auprès des hôtels classés tourisme (0 à 5 étoiles) de France métropolitaine et des hôtels de chaîne non classés. En Rhône-Alpes, il s'agit d'une enquête par sondage.

L'enquête de fréquentation dans l'hôtellerie de plein air est réalisée mensuellement de mai à septembre auprès des campings classés tourisme (1 à 5 étoiles) et possédant au moins un emplacement de passage. Cette enquête est exhaustive.

### Pour en savoir plus

Pour des données conjoncturelles sur le tourisme, voir sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.insee.fr/fr/regions/rhone-alpes/default.asp?page=conjoncture/hotelier.htm>

Ou pour des données structurelles à l'adresse suivante :

[http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=13&sous\\_theme=5&nivgeo=8](http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=13&sous_theme=5&nivgeo=8)

## Nette amélioration en 2012 mais incertitude pour 2013

**Les chiffres du commerce extérieur de la région Rhône-Alpes pour l'année 2012 font apparaître une stabilité des exportations (+ 0,3 %) en valeur, à un niveau historiquement élevé de 48 milliards d'euros et, dans le même temps, une baisse de - 4 % du montant des importations à 46,1 milliards d'euros.**

**Le solde de la balance commerciale retrouve ainsi son niveau de 2009 et 2010, loin toutefois des excédents d'environ 6 milliards d'euros enregistrés avant la crise.**

**E**n valeur et pour les exportations, Rhône-Alpes se place au deuxième rang des régions françaises derrière l'Île-de-France et légèrement devant Midi-Pyrénées. Elle représente 11,1 % du total de France métropolitaine. Elle se place également au deuxième rang pour les importations avec une part égale à 9 %.

Au niveau départemental, le poids de chacun des départements de la région n'est pas sensiblement modifié d'une année sur l'autre. Les trois principaux départements que sont le Rhône, l'Isère et l'Ain représentent plus de 70 % des échanges, tant pour les exportations que pour les importations.

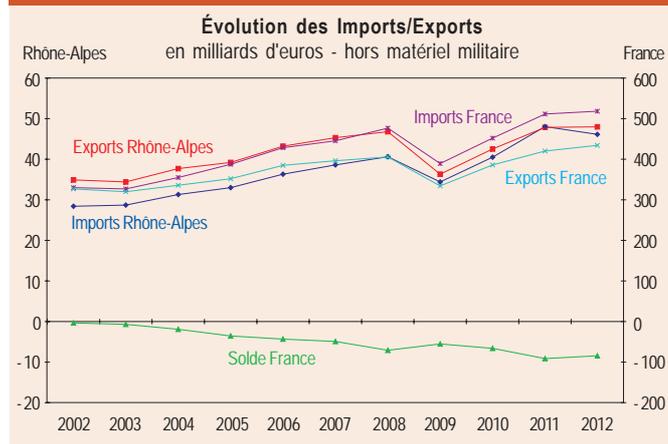
Les principaux produits échangés par la région restent par ordre d'importance des produits de la chimie, des machines industrielles et agricoles, des produits informatiques, électroniques et optiques, des équipements électriques et ménagers, des produits métallurgiques et métalliques et des matériels de transport, principalement automobile.

À l'export, les produits de la chimie restent en première position malgré une baisse de - 3,0 % par rapport à 2011. Les machines industrielles et agricoles et les produits métallurgiques et métalliques sont en deuxième et troisième position avec des évolutions de - 0,3 % et + 1,6 % respectivement. Les plus belles progressions par rapport à 2011 sont à mettre à l'actif des produits des industries agroalimentaires et des équipements électriques et ménagers (+ 4,2 % et + 3,4 % respectivement).

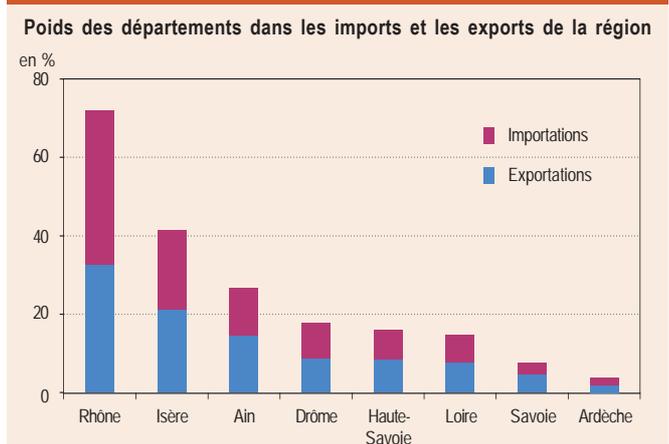
À l'import, rares sont les secteurs à ne pas enregistrer une baisse. On citera tout de même les hausses constatées dans les produits pharmaceutiques (+ 3,5 %) et dans les produits des industries agroalimentaires (+ 2,1 %).

Les trois principaux secteurs importateurs sont les mêmes qu'à l'export mais dans un ordre différent : la chimie (- 4,8 %), les produits métallurgiques (- 5,0 %) et les machines industrielles et agricoles (- 2,6 %).

### Stabilité des exportations, baisse des importations



### Le Rhône, l'Isère et l'Ain représentent 70 % des échanges



Les pays clients et fournisseurs majeurs restent concentrés dans les pays développés à faible croissance. L'Union Européenne demeure le principal partenaire de Rhône-Alpes, et représente 58,6 % de ses exportations et 60,1 % de ses importations. Au niveau de la zone euro, les échanges de la région présentent un déficit avec une part des importations égale à 50,4 % pour un poids des exportations de seulement 45,4 %.

L'Allemagne et l'Italie restent les deux principaux partenaires de la région, représentant à eux deux 25,5 % des exportations et 31,3 % des importations régionales.

Sur une période de cinq ans, les échanges avec l'Allemagne ont connu des trajectoires bien différentes, les exportations stagnant à -0,7 % tandis que les importations connaissent une hausse importante (+21,6 %).

Hormis ces deux pays, l'Espagne et les États-Unis restent parmi les meilleurs clients (respectivement 7,5 % et 6,9 % des exportations régionales). Côté fournisseurs, la Chine renforce sa troisième position avec près de 9 % des importations assez loin devant l'Espagne (5,5 %).

En conclusion, si la baisse des importations venaient à se confirmer en 2013, elle serait nécessairement le reflet d'un ralentissement de l'économie régionale, lequel n'aurait certainement pas entraîné une baisse du volume des exportations. ■

Michel Hermitte, Jacques Mercier  
Directeur Rhône-Alpes

### L'Allemagne reste le principal partenaire commercial de Rhône-Alpes

#### Principaux partenaires commerciaux de Rhône-Alpes

Pays	Clients				Fournisseurs				Solde
	Millions d'euros	Part en %	Évolution 2012/2011 en %	Évolution 2012/2008 en %	Millions d'euros	Part en %	Évolution 2012/2011 en %	Évolution 2012/2008 en %	
Allemagne	6 876	14,3	-0,3	-0,7	7 831	17,0	-0,5	21,6	-955
Italie	5 353	11,2	-3,2	12,0	6 558	14,3	-5,3	3,6	-1 205
Espagne	3 584	7,5	8,0	-7,4	2 586	5,5	-2,4	28,5	998
États-Unis	3 293	6,9	7,8	1,2	1 902	4,1	1,1	8,4	1 391
Royaume-Uni	2 772	5,8	-1,2	-1,3	1 453	3,1	3,3	6,3	1 319
Belgique	2 278	4,7	-11,8	-7,7	2 122	4,6	-16,8	-15,1	156
Suisse	1 898	4,0	-2,3	7,0	1 854	4,0	6,7	15,1	44
Chine	1 589	3,3	15,1	42,3	3 925	8,5	2,9	39,9	-2 336
Pays-Bas	1 442	3,0	-1,7	10,3	1 667	3,6	-6,6	24,3	-225
Autres	18 895	39,4	1,2	3,1	16 219	35,3	-2,9	13,9	2 676
<b>Total</b>	<b>47 980</b>	<b>100,0</b>	<b>0,7</b>	<b>2,9</b>	<b>46 117</b>	<b>100,0</b>	<b>-2,5</b>	<b>14,1</b>	<b>1 863</b>

Source : Douanes

### Le secteur de la chimie est leader dans les échanges rhônalpins

#### Principaux échanges de la région Rhône-Alpes par secteur en 2012 et variation par rapport à 2011 et 2010

Secteurs	Exportations		Importations		Évolution en %			
	Millions d'euros	Part du % total	Millions d'euros	Part du % total	2012/2011		2012/2010	
					Exports	Imports	Exports	Imports
Chimie, parfums, cosmétiques	8 372	17,4	6 525	14,1	-3,0	-4,8	1,6	2,6
Machines industrielles, agricoles, diverses	6 293	13,1	5 209	11,3	-0,3	-2,6	16,9	21,8
Produits informatiques, électroniques, optiques	5 136	10,7	3 709	8,0	0,0	-6,6	6,8	9,4
Équipements électriques et ménagers	4 442	9,3	3 056	6,6	3,4	-0,5	9,0	7,6
Produits métallurgiques, métalliques	5 443	11,3	6 485	14,1	1,6	-5,0	34,6	21,7
Matériels de transport	4 240	8,8	3 378	7,3	-4,3	-13,6	10,5	-17,9
Produits pharmaceutiques	2 859	6,0	1 880	4,1	0,8	3,5	13,4	14,8
Produits en caoutchouc, en plastique	2 358	4,9	2 595	5,6	1,9	0,7	17,9	31,7
Produits des industries agro-alimentaires	2 057	4,3	2 557	5,5	4,2	2,1	11,1	20,8
Textiles, habillement, cuir, chaussures	1 836	3,8	2 728	5,9	1,5	-4,9	9,7	13,4
Hydrocarbures, électricité	872	1,8	3 238	7,0	-3,1	-4,8	25,1	49,1
Autres	4 072	8,5	4 757	10,3	5,6	-2,4	20,5	12,9
<b>Total</b>	<b>47 980</b>	<b>100,0</b>	<b>46 117</b>	<b>100,0</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,4</b>	<b>12,9</b>	<b>13,0</b>

Source : Douanes

## L'économie rhônalpine n'a pas échappé au ralentissement économique mondial

*L'activité industrielle s'est tout juste stabilisée, pénalisée par une demande moins dynamique notamment à l'export. Le courant d'affaires dans les services a mieux évolué mais il est toutefois impacté par la contraction de l'activité dans le travail temporaire. De son côté, la construction a progressé, bénéficiant des mises en chantier de 2011, avant de ralentir sur la fin d'année.*

**E**n 2012, avec des prix de vente globalement stables, les volumes produits dans l'industrie ont légèrement diminué.

Seules les industries agroalimentaires ont vu leur chiffre d'affaires progresser au cours de l'année, tirant toutefois bénéfice d'un effet prix positif de 2 %. La pharmacie et la chimie ont aussi bénéficié d'une conjoncture plus favorable mais dans le secteur des autres produits industriels, tous les autres segments sont en retrait. Dans le matériel de transport, l'activité s'est contractée avec une demande à l'export moins dynamique. Plusieurs sous-traitants de la région dans les secteurs de la plasturgie et de la métallurgie ont en conséquence subi un fort contrecoup. Subissant également un retrait significatif des exportations, les fabricants d'équipements électriques et électroniques ont aussi enregistré une baisse, plus particulièrement au niveau des composants.

La fabrication de machines, autre secteur important en région, a pour sa part souffert du faible niveau d'investissement des entreprises.

**La décroissance de l'activité industrielle, bien que modérée, a induit, globalement, un recul des**

**rentabilités d'exploitation** après une amélioration modeste en 2011. Toutes les composantes de l'industrie manufacturière régionale sont concernées par cette tendance, la fabrication de matériels de transport surtout, mais l'agroalimentaire également, confrontée à une augmentation des coûts de production, notamment au niveau des matières premières.

Dans ce contexte, les investissements ont été réduits avec un net recul dans la fabrication de matériels de transport et dans les autres produits industriels.

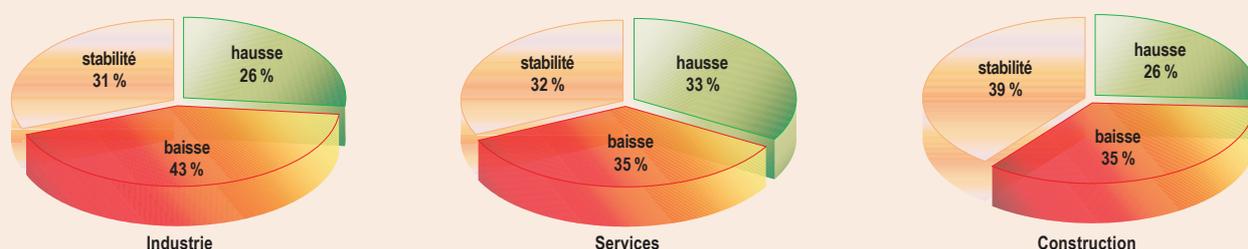
À l'instar de l'activité, l'emploi industriel s'est presque stabilisé ; le recours à l'intérim a toutefois diminué significativement.

**Dans les services aux entreprises, les chiffres d'affaires ont progressé dans quasiment tous les secteurs analysés**, avec des prix qui ont peu évolué. Seule exception, les agences de travail temporaire qui ont enregistré une chute marquée de leur activité (- 7,9 %).

À l'inverse, les secteurs de l'édition, en particulier de logiciels, et de l'ingénierie et des études techniques, qui ont bénéficié d'une forte hausse de leurs ventes à l'export, ont affiché des augmentations de chiffres d'affaires

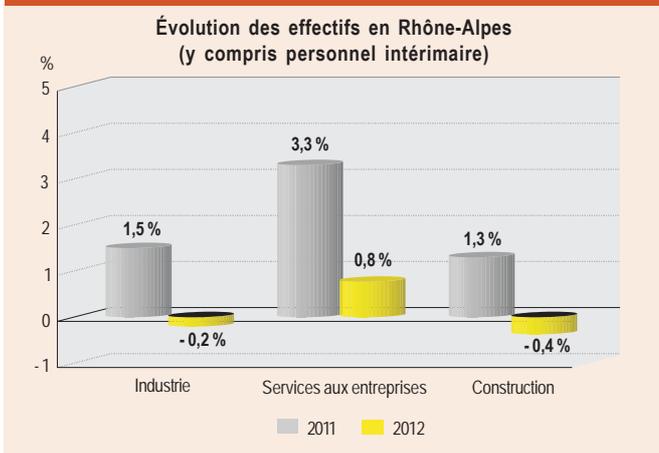
### La rentabilité s'est détériorée dans l'industrie

Évolution de la rentabilité des entreprises en 2012 par secteur, selon l'opinion des chefs d'entreprises



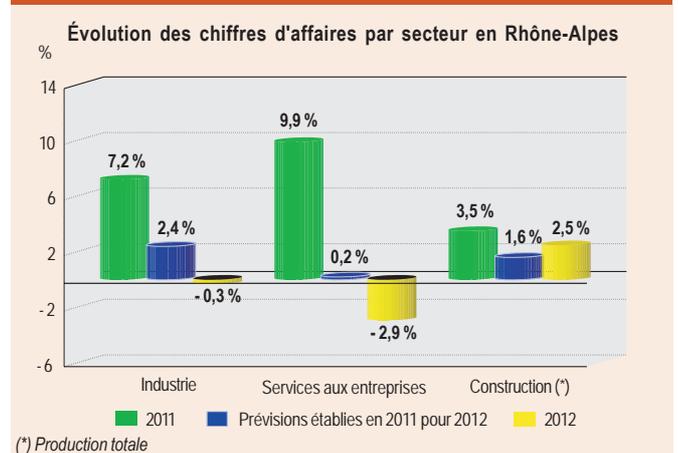
Source : Banque de France-Tendances régionales

## Évolution moins favorable des effectifs notamment dans la construction



Source : Banque de France - Tendances régionales

## Activité en baisse sauf dans la construction



Source : Banque de France - Tendances régionales

significatives (respectivement + 4,3 % et + 7,8 %). Le transport, plus sensible aux évolutions de l'activité industrielle, n'a progressé que légèrement.

Au total, avec une activité moins soutenue, **l'amélioration de la rentabilité observée en 2011 dans les services aux entreprises ne s'est pas poursuivie en 2012.**

La pression concurrentielle est restée forte sur plusieurs segments, transport routier de fret et activités informatiques notamment, ce qui a rendu difficile le maintien des conditions de vente et a pesé sur les performances d'exploitation.

Dans l'édition et les activités informatiques comme dans l'ingénierie et des études techniques, les effectifs ont continué de croître mais à un rythme moins soutenu qu'en 2011. En revanche, l'emploi s'est à peine maintenu dans le transport routier de fret et a diminué dans le travail temporaire.

**Après une année 2011 dynamique, la progression des chiffres d'affaires est plus modérée sur tous les segments de la construction.** Les effectifs se sont repliés avec une diminution du recours à l'intérim, particulièrement marquée dans le bâtiment en fin d'année.

Capitalisant sur les nombreuses mises en chantier lancées l'an passé dans la région, l'activité dans le bâtiment a été forte au premier semestre, avant de s'éroder au fil des mois.

Contraints par une concurrence marquée, les prix des devis sont toutefois restés sous pression sans que la baisse observée soit aussi prononcée qu'en 2011. **Le secteur du bâtiment continue de souffrir de marges très faibles qui pénalisent les rentabilités d'exploitation.**

Dans les travaux publics, contrairement à la tendance nationale, orientée à la baisse, la production a progressé, dopée par les nombreux aménagements significatifs réalisés dans l'agglomération lyonnaise en particulier.

Ainsi la croissance est trois fois plus forte que celle prévue pour 2012 en 2011 par les chefs d'entreprise du secteur, avec un second semestre particulièrement actif.

**Au final, avec des tensions moins fortes sur les prix, les rentabilités ont été préservées dans les travaux publics.** ■

Cédric Traversaz, Yves Viatte  
Direction des Affaires Régionales - Banque de France

## Pour comprendre les résultats

Rentabilité d'exploitation ou marge d'exploitation : résultat d'exploitation rapporté au chiffre d'affaires hors taxe, exprimé en pourcentage.

Cette analyse de la rentabilité et de l'investissement repose sur une enquête menée au début d'année 2013 auprès d'un échantillon composé de 2 800 entreprises ou établissements rhônalpins appartenant à l'industrie, aux services marchands (transports routiers de marchandises, édition, activités informatiques, ingénierie et études techniques, travail temporaire), au bâtiment et aux travaux publics.

## Pour en savoir plus

- Pour connaître l'évolution et les perspectives d'activité des différents secteurs de l'industrie et des services : <http://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/conjoncture-et-croissance/enquetes-de-conjoncture.html>
- Pour obtenir les résultats complets de notre enquête annuelle, "Les entreprises en Rhône-Alpes - Bilan 2012 et Perspectives 2013" : <http://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/conjoncture-et-croissance/publications-regionales/publications/rhone-alpes.html>

## Le total des encours de crédit continue de progresser

**L'évolution globale des encours de crédits entre décembre 2011 et décembre 2012 s'établit à + 3,3 % soit un niveau supérieur de 2,3 points à la progression nationale et de 1,1 point à celle de la France de province (hors Île-de-France). Cette progression est principalement le fait des crédits à l'habitat, dont le poids est particulièrement important en Rhône-Alpes, et des crédits à l'équipement.**

**E**n hausse de 5 milliards sur l'année, **l'encours régional global de crédits à fin décembre 2012 s'élève à un peu plus de 156 milliards d'euros.** Le poids de Rhône-Alpes dans l'ensemble des encours continue de progresser à la marge. La région occupe toujours le deuxième rang avec 9,3 % des encours après l'Île-de-France (33,8 %) devant la région PACA (6,2 %) et les Pays de la Loire (5,4 %).

La différence entre le poids en matière de distribution de crédits et le poids économique de Rhône-Alpes (le PIB régional est en effet proche de 10 % du PIB national) s'explique en partie par l'octroi de certains financements aux entreprises, directement par les sièges sociaux des banques nationales situés en Île-de-France.

Abstraction faite de la région Île-de-France, la région Rhône-Alpes pèse 14,2 % de l'encours France de province (pour 13,7 % en 2011), PACA et les Pays de la Loire représentant respectivement 9,5 % et 8,2 %.

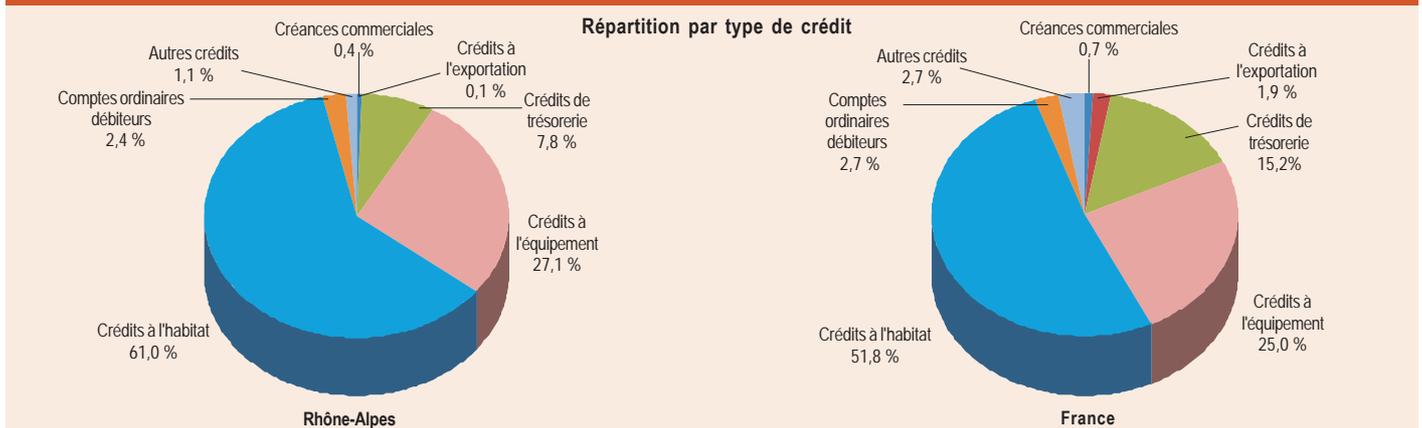
En Rhône-Alpes, le poids des crédits à l'habitat, des crédits à l'équipement et des crédits de trésorerie s'élève à 96,0 % de l'encours total. Pour la France de province, cette part se situe à 96,2 %.

Les crédits à l'habitat pèsent 61,0 % du total des crédits, soit 9,2 points de plus qu'au niveau national et 3 points de plus qu'en France de province.

La deuxième catégorie, par ordre d'importance, est celle des crédits à l'équipement avec 27,1 % de l'encours global, c'est-à-dire 2,1 points de plus que la part nationale, mais 1,4 point de moins que dans la France de province.

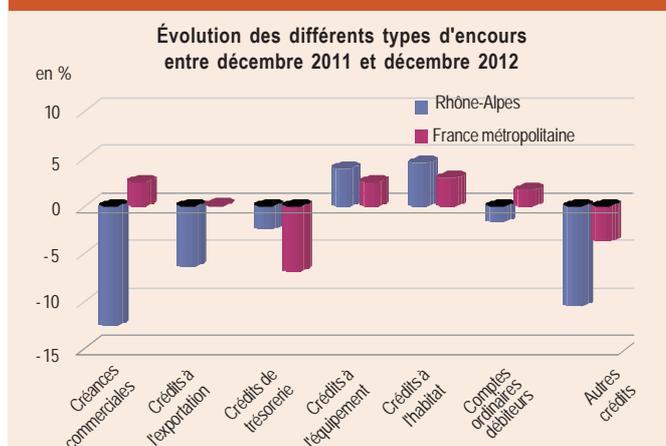
A contrario, avec 7,8 % de l'encours global, la part des crédits de trésorerie dans la région se situe largement en deçà de la part nationale (15,2 %). Ce type de crédit représente 9,8 % des encours de la France de province.

### Une prédominance des crédits à l'habitat et des crédits à l'équipement en Rhône-Alpes



Source : Banque de France - Centralisations financières territoriales - décembre 2012

### Une augmentation des encours moins forte qu'en 2011

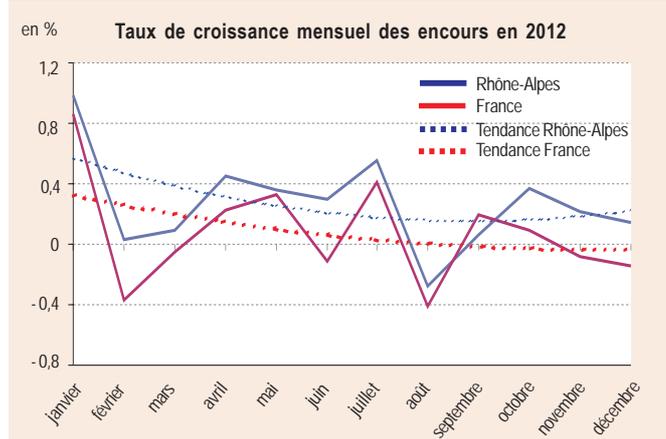


Source : Banque de France - Centralisations financières territoriales - décembre 2012

En 2012, l'augmentation de + 3,3 % des encours régionaux globaux tient essentiellement à la progression des crédits à l'habitat (+ 4,5 %) et des crédits à l'équipement (+ 4,0 %). Ils contribuent à faire progresser les encours de 5,7 milliards sur l'année. Cette augmentation, aussi importante soit-elle, reste deux fois moins forte que celle constatée en 2011. Toutes les autres catégories de crédits ont diminué : les créances commerciales (- 12,5 %), les crédits à l'exportation (- 6,4 % après la hausse ponctuelle de 2011) et les comptes ordinaires débiteurs (- 1,6 %) mais leur poids dans l'encours total ne représente respectivement que 0,4 %, 0,1 % et 2,4 %.

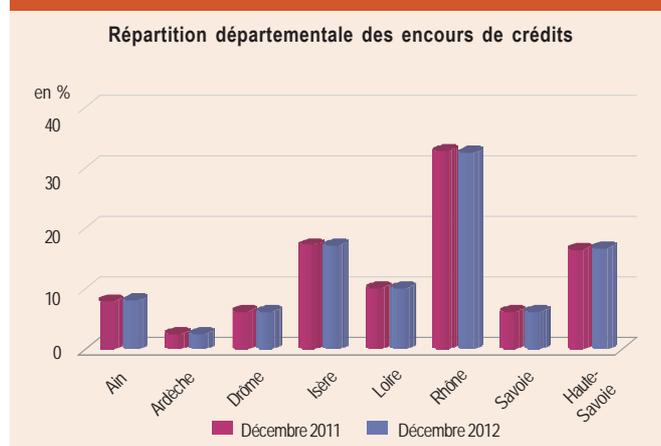
Pour la France de province, l'évolution de + 2,2 % résulte principalement de la progression des crédits à l'habitat (+ 2,9 %), des crédits à l'exportation (+ 2,9 %) et des crédits d'équipement (+ 2,1 %). La baisse des encours de crédits de trésorerie (- 0,7 %) est plus faible qu'en Rhône-Alpes (- 2,5 %).

### Un rythme de progression mensuelle globalement positif en Rhône-Alpes



Source : Banque de France - Centralisations financières territoriales - décembre 2012

### La répartition départementale des crédits reste stable



Source : Banque de France - Centralisations financières territoriales - décembre 2012

Le rythme de progression mensuelle des encours a atteint un sommet en janvier 2012 (+ 1,0 %) pour s'atténuer en fin d'année, tout en restant toujours positif ; seul le mois d'août enregistre une baisse (- 0,3 %).

En France de province, la progression de janvier 2012 est proche (+ 0,7 %) et un ralentissement en fin d'année a été également ressenti.

Le département du Rhône porte près du tiers des encours globaux de la région. L'Isère et la Haute-Savoie suivent avec respectivement 17,3 % et 16,8 %. La part du Rhône diminue sur la période (- 0,4 point) au profit de la Haute-Savoie (+ 0,3 point). La situation des autres départements n'évolue pas significativement. □

Cédric Traversaz, Yves Viatte  
Banque de France – Direction des Affaires Régionales

### Pour comprendre les résultats

Les centralisations financières territoriales recensent, sur une base conventionnelle, les opérations –dépôts et crédits– traitées par environ 300 banques adhérentes à la Fédération bancaire française, pour le compte de leur clientèle non financière (résidente et non résidente).

Ne participent à cette centralisation ni les sociétés financières ni les institutions financières spécialisées.

Les centralisations sont élaborées en fonction de l'implantation géographique des guichets ayant traité les opérations et sont agrégées par département de France métropolitaine.

Les variations des données peuvent refléter les modifications affectant les réseaux bancaires.

### Pour en savoir plus

• <http://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/titres-credit-et-depots.html>

## Des prix agricoles élevés, sauf pour le lait ; mais des charges trop lourdes

**L'année 2012 est favorable aux grandes cultures avec des rendements et des cours élevés. La production laitière est confrontée à la réduction des volumes et à un prix du lait insuffisant pour couvrir la flambée des coûts de l'alimentation. Les viticulteurs subissent une baisse historique du volume des récoltes. Les prix des vins augmentent. Les cotations animales sont soutenues mais les charges d'alimentation sont, là aussi, trop fortes. La faible récolte fruitière entraîne également une forte hausse des cours.**

**Une bonne année pour les céréales à paille et le colza.** Avec un épisode de froid exceptionnel en février, la campagne céréalière était mal engagée mais, au final, la récolte de céréales à paille est très satisfaisante. L'année 2012 se distingue par des rendements de blé, orge et colza au-delà des moyennes quinquennales. Au printemps, la pluie est bénéfique et assure un bon développement des cultures mais en juillet elle perturbe parfois les moissons. Pour les cultures d'été, les conditions climatiques sont moins favorables aux rendements qu'en 2011. La production de maïs-grain est inférieure à la moyenne des cinq dernières campagnes.

Les cours des céréales, des oléagineux et des protéagineux bondissent pendant l'été et se maintiennent ensuite à des niveaux élevés. La production mondiale est en recul, entraînant une modicité de l'offre qui fait face à un marché très demandeur. De 200 euros par tonne en janvier, le cours du blé tendre "rendu Rouen<sup>1</sup>" grimpe à 260 euros en août et termine l'année à 254 euros.

**Les éleveurs laitiers sont confrontés à la baisse des volumes et des prix et à la hausse des charges**

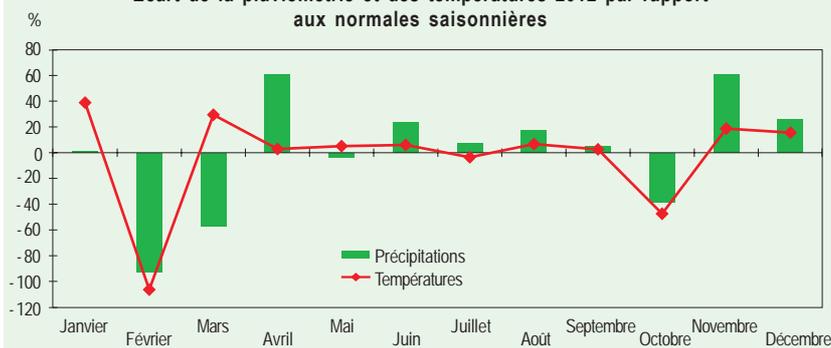
**d'alimentation.** Le cheptel de vaches laitières continue de se réduire, - 1 % en un an, et les livraisons laitières reculent de - 3,5 %. Le prix moyen 2012 payé au producteur s'établit à 357 euros par hectolitre, soit 1,4 % de moins que celui de l'an passé, en lien avec la baisse des cours des produits laitiers industriels. Localement, la variabilité est importante. Les départements savoyards, en zone d'appellation AOP, obtiennent un prix en hausse de + 2,5 % par rapport à celui de l'an passé. Il est supérieur de 11 euros par hectolitre à celui des autres départements de la région qui voient leur prix chuter de près de - 3 % en un an. Dans le même temps, le cours des aliments pour animaux augmente fortement. Nombre d'exploitations rhônalpines voient ainsi leur situation se dégrader en 2012.

**Des vendanges au plus bas, catastrophiques dans le Beaujolais.** Gel, pluies, orages, canicule mettent à mal le vignoble. Avec les pluies, le mildiou se développe fortement et oblige à de fréquents traitements. Autre fléau, la grêle cause des dégâts importants. C'est dans le Beaujolais que la situation est la plus critique. La récolte est réduite de moitié dans la majorité des exploitations. La vendange régionale atteint péniblement la barre des 2 millions d'hectolitres contre 3 en moyenne. Elle est toutefois de bonne qualité. Suite à la faiblesse de la récolte, les cours du millésime 2012, relevés fin décembre, s'envolent de près de 40 % pour le Beaujolais et gagnent 2 % pour les Côtes du Rhône.

**La production fourragère est importante,** supérieure de 6 % à celle d'une année normale mais la qualité est médiocre. Les rendements des fourrages printaniers sont au-dessus de la

Hormis un premier trimestre très sec, 2012 est une année arrosée

Écart de la pluviométrie et des températures 2012 par rapport aux normales saisonnières

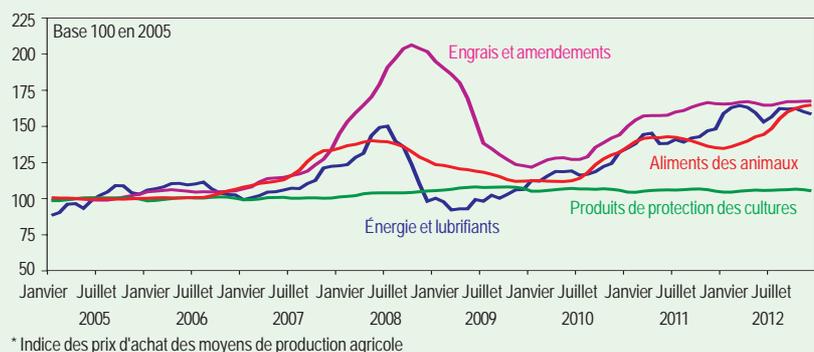


Source : Météo France

<sup>1</sup> Les cours locaux de céréales sont exprimés soit en "départ organisme stockeurs" (coopérative ou négoce en grains), soit "en rendu", c'est-à-dire en intégrant les frais de transport jusqu'à la ville de destination. Pour le blé, le "rendu Rouen" fait autorité en France.

## Une flambée des coûts de l'alimentation animale

Évolution des indices nationaux IPAMPA\* des biens de consommation courants entre janvier 2005 et décembre 2012



\* Indice des prix d'achat des moyens de production agricole

Sources : Insee, Agreste

moyenne hormis dans les départements savoyards. La production herbagère estivale est en hausse dans le Nord-Ouest de la région mais baisse dans le Sud et l'Est, suite au manque d'eau durant l'été. Les rendements de maïs ensilage sont très hétérogènes en quantité comme en qualité. Ils correspondent à ceux d'une année normale mais sont inférieurs à ceux de l'an passé.

**La production de viandes est faible, les cotations élevées... mais les charges aussi.** Les abattages de bovins reculent de - 6 % par rapport à 2011. Le marché se tend, tirant les prix vers le haut. Les cours gagnent + 17 % pour la viande de vache, + 16 % pour la génisse et + 10 % pour le taurillon. La cotation des broutards augmente également de + 13 %. Cette tendance est identique à celle observée au niveau national. Pour la viande de porc, la faiblesse des apports (- 7,5 % d'animaux abattus) et les exportations soutenues expliquent la hausse de + 11 % de la cotation. Seul bémol, le cours de l'agneau, pénalisé par la concurrence internationale, notamment irlandaise, se situe, en moyenne annuelle, 5 % en dessous de celui de 2011. La bonne tenue des cours pour les principales productions animales est cependant atténuée par l'augmentation significative du prix des aliments pour animaux.

## Un bon niveau pour les cotations animales

Cours des viandes et du lait de vache

Unités : euros/kg, euros/litre

	Classe*	Moyenne 2007-2001	2011	2012
Vache (1)	R	3,19	3,34	3,92
Génisse (1)	R	3,37	3,46	4,02
Veau rosé clair (2)	R	6,31	6,48	6,63
Porc (3)	E	1,40	1,51	1,68
Agneau (4)	R	6,07	6,45	6,12
Lait de vache		0,349	0,362	0,353

\* Classe de référence dans la classification Europa qui permet d'évaluer la qualité des carcasses.  
Bassins de cotation : (1) Centre-Est ; (2) Centre-Est/Est ; (3) Bourgogne/Sud-Est ; (4) Sud-Est.

Sources : FranceAgriMer, Agreste, Réseau des nouvelles des marchés

**Des fruits rares et chers.** La campagne fruitière subit la succession d'aléas climatiques - gel, pluies, vents, grêle - avec pour conséquences, variables selon les espèces, une chute de la production ou une qualité déficiente. En contrepartie, les prix sont élevés, très supérieurs à ceux, faibles, de 2011. Près de la moitié de la récolte de cerises est anéantie par la pluie ; les fruits gorgés d'eau ne sont pas commercialisables. Les cours gagnent 20 % mais les frais de tri sont considérables. Plus d'un tiers de la production d'abricots Bergeron, variété dominante en Rhône-Alpes, victime du vent et de la grêle, est déclassée ou dirigée vers l'industrie. Dans les vergers épargnés, une bonne qualité gustative permet cependant une saison correcte. Pour les pêches nectarines, 2012 est enfin une bonne campagne

après plusieurs années de crise. Les pommes comme les poires connaissent une production déficitaire, de 20 % à 30 % par rapport à 2011, mais cette production se négocie à prix élevés. Le bilan pour la noix AOC de Grenoble est cette année encore très positif sur le marché français comme à l'export. Il s'annonce plus mitigé pour la châtaigne et le kiwi.

**Le bon niveau de prix jusqu'en fin d'année marque la campagne légumière.** La production fluctue, tant sur les volumes que sur les prix, selon les caprices de la météo. Le gel de février rend les arrachages quasi impossibles et dope la demande. Les prix des légumes d'hiver sont multipliés par deux. Entre fraîcheur et pluie, le marché des productions de printemps est déséquilibré. Les prix se maintiennent à un niveau élevé pour la production d'asperges, de carottes et de pommes de terre primeur. La situation est identique pendant l'été avec une offre limitée par les épisodes orageux. Toutefois, la commercialisation de la production de tomates est particulièrement satisfaisante. ■

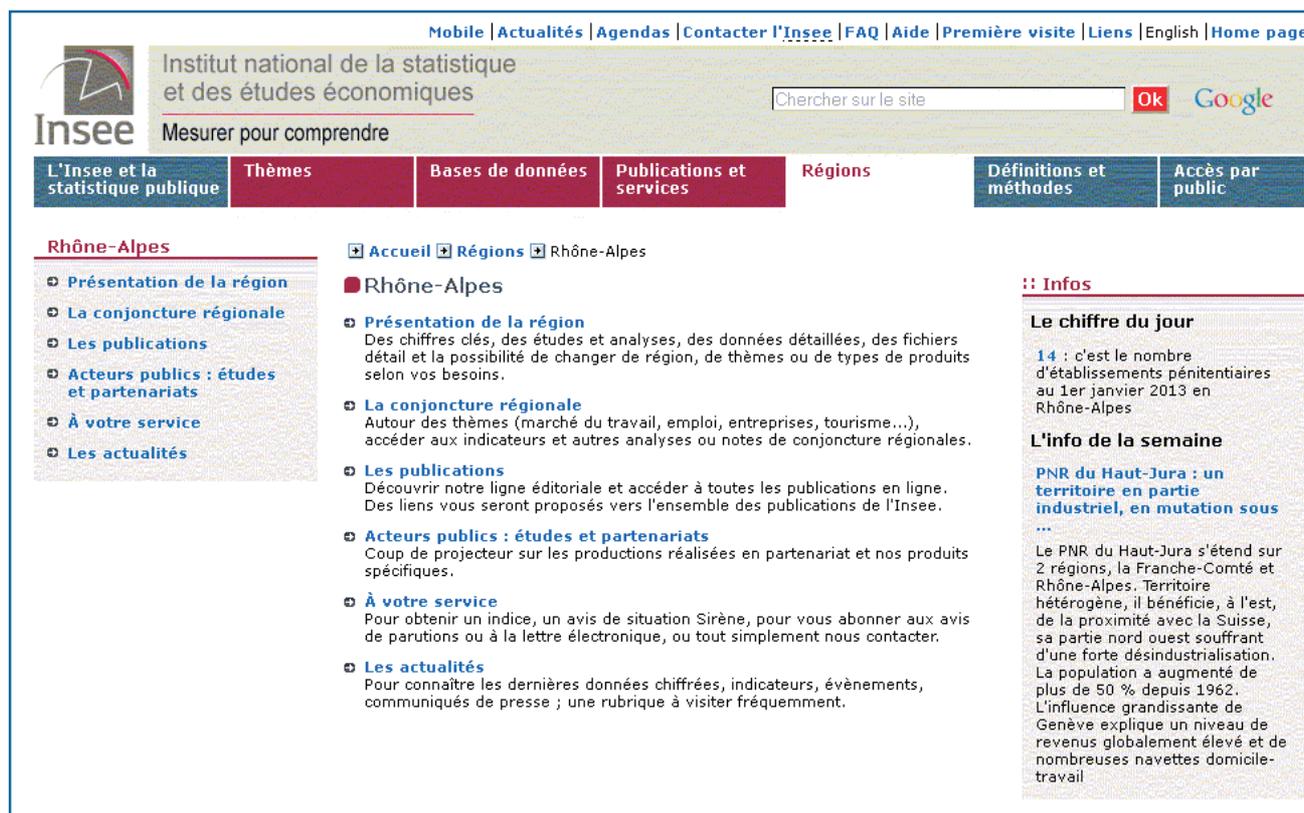
**Le revenu agricole moyen régional par actif décroche par rapport à la moyenne nationale** estimée à 36 500 euros. Après trois années consécutives de progression, les premières prévisions le situent à 22 600 euros au lieu de 26 900 en 2011.

Pôle conjoncture - Service régional de la statistique, de l'information et de la prospective  
Draaf Rhône-Alpes

## Pour en savoir plus

- Le site Internet du SSP : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)
- Le site Internet de la Draaf Rhône-Alpes : [www.draaf.rhone-alpes.agriculture.gouv.fr](http://www.draaf.rhone-alpes.agriculture.gouv.fr)

L'Insee Rhône-Alpes vous propose gratuitement  
sur son site [www.insee.fr/rhone-alpes](http://www.insee.fr/rhone-alpes)  
de nombreuses données et analyses régionales ou locales



Mobile | Actualités | Agendas | Contacter l'Insee | FAQ | Aide | Première visite | Liens | English | Home page

Insee Institut national de la statistique et des études économiques  
Mesurer pour comprendre

Chercher sur le site   

L'Insee et la statistique publique | **Thèmes** | Bases de données | Publications et services | Régions | Définitions et méthodes | Accès par public

**Rhône-Alpes**

- Présentation de la région
- La conjoncture régionale
- Les publications
- Acteurs publics : études et partenariats
- À votre service
- Les actualités

Accueil > Régions > Rhône-Alpes

**Rhône-Alpes**

- Présentation de la région**  
Des chiffres clés, des études et analyses, des données détaillées, des fichiers détail et la possibilité de changer de région, de thèmes ou de types de produits selon vos besoins.
- La conjoncture régionale**  
Autour des thèmes (marché du travail, emploi, entreprises, tourisme...), accéder aux indicateurs et autres analyses ou notes de conjoncture régionales.
- Les publications**  
Découvrir notre ligne éditoriale et accéder à toutes les publications en ligne. Des liens vous seront proposés vers l'ensemble des publications de l'Insee.
- Acteurs publics : études et partenariats**  
Coup de projecteur sur les productions réalisées en partenariat et nos produits spécifiques.
- À votre service**  
Pour obtenir un indice, un avis de situation Sirène, pour vous abonner aux avis de parutions ou à la lettre électronique, ou tout simplement nous contacter.
- Les actualités**  
Pour connaître les dernières données chiffrées, indicateurs, événements, communiqués de presse ; une rubrique à visiter fréquemment.

**Infos**

**Le chiffre du jour**

14 : c'est le nombre d'établissements pénitentiaires au 1er janvier 2013 en Rhône-Alpes

**L'info de la semaine**

**PNR du Haut-Jura : un territoire en partie industriel, en mutation sous ...**

Le PNR du Haut-Jura s'étend sur 2 régions, la Franche-Comté et Rhône-Alpes. Territoire hétérogène, il bénéficie, à l'est, de la proximité avec la Suisse, sa partie nord ouest souffrant d'une forte désindustrialisation. La population a augmenté de plus de 50 % depuis 1962. L'influence grandissante de Genève explique un niveau de revenus globalement élevé et de nombreuses navettes domicile-travail

- Toutes les études publiées depuis 1999 sur l'**ÉCONOMIE** et la **SOCIÉTÉ** de Rhône-Alpes
- Des **DIAGNOSTICS** de territoires locaux
- Des **CHIFFRES-CLÉS** régulièrement mis à jour sur de nombreux thèmes : population, travail-emploi, revenus-salaires, conditions de vie-société, économie, entreprises, secteurs d'activité
- Des **INDICATEURS ÉCONOMIQUES** conjoncturels
- Des **INFORMATIONS MÉTHODOLOGIQUES** sur les données proposées par l'Insee